

F. 95 — 1524

[F — 25046]

**22 DECEMBRE 1994. — Décret contenant le budget général des dépenses  
de la Communauté française de l'année budgétaire 1995 (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**CHAPITRE Ier. — Dispositions générales**

**Article 1er**

Des crédits non dissociés et des crédits dissociés destinés à couvrir les dépenses de la Communauté française de l'année budgétaire 1995 sont ouverts conformément aux programmes énumérés dans le tableau annexé au présent décret et dont la synthèse figure ci-après. Le même tableau donne l'estimation des dépenses à imputer en 1995 à charge des crédits variables.

**TABLEAU RECAPITULATIF**

*(En millions de francs)*

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'enga- gement	Crédits d'ordon- nement	
Budget de la Dotation (tableau 1) . . . . .	267,6	—	—	—
Budget du Ministère de la Culture et des Affaires sociales (tableau 2) . . . . .	28 300,2	521,5	658,2	1 398,0
Budget du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation (tableau 3) . . . . .	175 437,1	—	—	4 798,0
Budget de la Dette (tableau 4) . . . . .	9 135,3	—	—	—
Budget des Dotations à la Région wallonne et à la Commission communautaire française (tableau 5) . . . . .	16 495,5	—	—	—
<b>Total général . . . . .</b>	<b>229 635,7</b>	<b>521,5</b>	<b>658,2</b>	<b>6 196,0</b>

Ces crédits sont énumérés aux tableaux annexés au présent décret.

Dans les articles du présent décret, les abréviations suivantes sont utilisées:

«D.O.» pour «division organique»;

«A.B.» pour «allocation de base».

**Art. 2**

L'alinéa 3 de l'article 12 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées par l'arrêté royal du 17 juillet 1991 n'est pas d'application pour l'année budgétaire 1995.

Des subsides à caractère facultatif peuvent être octroyés dans les limites de l'objet des allocations de base inscrites à cet effet dans le budget administratif.

**Art. 3**

Les indemnités pour frais funéraires, ainsi que les allocations de naissance, peuvent être liquidées de la même manière que les rémunérations des bénéficiaires.

**Art. 4**

Pendant l'année budgétaire 1995, les opérations des services à gestion séparée sont estimées aux sommes mentionnées dans leurs budgets respectifs annexés au présent décret.

**Art. 5**

L'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991 n'est pas d'application

(1) Session 1994-1995.

Documents du Conseil. — N<sup>os</sup> 4-II, n<sup>o</sup> 1, Projet de décret. — N<sup>o</sup> 2, Rapport. — N<sup>os</sup> 3 et 4, Amendements.

Comptes rendus intégraux. — Discussion. Séances des 13 et 14 décembre 1994. — Adoption. Séance du 14 décembre 1994.

pour l'année budgétaire 1995 en ce qui concerne les fonds budgétaires figurant dans les sections particulières inscrites dans les tableaux ci-après.

Le mode de disposition des avoirs mentionnés sur les fonds aux tableaux des sections particulières est indiqué en regard du numéro de l'article ou du littéra se rapportant à chacun d'eux.

Les fonds dont les dépenses sont soumises au visa préalable de la Cour des Comptes sont désignés par l'indice A.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé à l'intervention du Gouvernement sont désignés par l'indice B.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé directement par les comptables qui ont opéré les recettes sont désignés par l'indice C.

#### Art. 6

Les agents contractuels subventionnés et le personnel relevant du Fonds budgétaire interdépartemental sont payés à l'intervention des crédits variables des tableaux annexés alimentés par la contribution de la Région wallonne et de la Région de Bruxelles-Capitale :

- en ce qui concerne le Ministère de la Culture et des Affaires sociales (tableau 2): D.O. 31, allocation de base 11.06.01, D.O.61, allocation de base 11.05.01 et D.O. 71, allocation de base 11.08.01.
- en ce qui concerne le Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation (tableau 3): D.O. 40, allocations de base: 11.04.90, 11.05.90, 11.06.90, 11.07.90, 11.08.90 et 11.09.90.

En cas de situation débitrice de ces allocations de base, des avances de trésorerie peuvent être octroyées dans la limite des montants attribués par les régions concernées.

#### Art. 7

Les intérêts débiteurs résultant de la gestion de la trésorerie dans le cadre du court terme peuvent être prélevés d'office par le caissier et font l'objet d'une régularisation à charge du budget général des dépenses.

#### Art. 8

Par dérogation à l'article 14, premier alinéa, de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des Comptes, les avances de fonds visées aux articles 12 et 25 peuvent servir à payer les rémunérations, les allocations et les indemnités de toutes espèces en faveur du personnel rétribué par la Communauté, ainsi que les créances résultant de marchés n'excédant pas 200 000 francs y compris les acquisitions d'œuvres d'art, ainsi que les secours et les allocations à caractère social et les subventions de moins de 50 000 francs.

Ces montants peuvent être adaptés pour certains comptables sur décision du Gouvernement et selon les modalités qu'il détermine.

#### Art. 9

Les dotations prévues au profit de la Région wallonne et de la Commission communautaire française, en application du décret II du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, peuvent faire l'objet de liquidations par tranches d'avances mensuelles, selon la procédure des dépenses fixes.

#### Art. 10

Les allocations de base concernant la rémunération et le fonctionnement du personnel devant être transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française par application du décret II du 19 juillet 1993 peuvent être regroupées en dotations à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, moyennant délibération du Gouvernement, à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté de transfert du personnel.

Les dotations ainsi constituées pourront faire l'objet de liquidations par tranches d'avances mensuelles selon la procédure des dépenses fixes.

#### Art. 11

Les dépenses relatives au service et au remboursement de la dette de la Communauté peuvent être effectuées selon la procédure des dépenses fixes.

#### Art. 12

§ 1<sup>er</sup>. Les crédits afférents aux programmes se rapportant aux frais de fonctionnement des administrations — appelés programmes de subsistance — comportent:

1<sup>o</sup> Les rémunérations et indemnités généralement quelconques du personnel actif et en disponibilité, les rémunérations ou salaires du personnel auxiliaire, les allocations pour fonctions supérieures et pour fonctions spéciales, les indemnités pour accidents du travail — en ce compris le paiement de ces indemnités à des membres de la famille de la victime en cas de décès — ainsi que les rémunérations ou salaires réduits du personnel temporaire ou auxiliaire;

2<sup>o</sup> Les dépenses permanentes pour achats de biens non durables et de services:

- Honoraires des avocats et des médecins — Frais de justice en matière d'affaires civiles, administratives et pénales — Jetons de présence, frais de route et de séjour de personnes étrangères aux administrations de la Communauté française — Rémunérations d'experts étrangers à l'Administration et prestations de tiers;
- Dépenses de consommation relatives à l'occupation des locaux — y compris les dépenses de consommation énergétique «mazout, gaz, essence, électricité, charbon» et dépenses d'entretien — Frais de bureau, location d'équipement informatique, transport, impôts, rétributions, publications du département, formation professionnelle, habillement et autres menues dépenses d'administration;

— Indemnités généralement quelconques au personnel de la Communauté française pour charges réelles et dégâts matériels, frais de transport afférents aux voyages de service et primes d'assurance des délégués du département se rendant à l'étranger, intervention de la Communauté française dans le prix des abonnements sociaux.

3° Les dépenses exceptionnelles pour achat de biens non durables et de services, tels que les travaux et fournitures pour l'aménagement de nouveaux locaux et les frais de déménagement.

4° Les loyers des biens immobiliers des divers services du département, en ce compris les loyers, rétributions et indemnités dus à la Régie des Bâti-ments.

5° Les autres dépenses relatives au fonctionnement des services dont la description détaillée est fournie dans le budget administratif.

6° Les dépenses pour l'acquisition de biens meubles durables, machines, mobilier, matériel et moyens de transport terrestre.

§ 2. Par dérogation aux articles 15 et 22 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, les allocations de base 11.03 et 11.04 des activités 01 relatives aux rémunérations et indemnités généralement quelconques du personnel, peuvent être redistribuées entre elles au sein du même budget administratif.

Toute utilisation de la présente disposition fera l'objet d'une décision du Gouvernement et sera communiquée sans délai au Conseil de la Communauté française et à la Cour des Comptes, avec mention des divisions organiques, des programmes et des montants concernés.

§ 3. La répartition entre les allocations de base concernées des montants inscrits aux allocations de base 01.02.08 de la division organique 31 et 01.01.12 de la division organique 40 se fera par arrêté délibéré en Gouvernement.

## CHAPITRE 2

### MINISTERE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

#### SECTION 01

##### Dispositions générales

###### Art. 13

Par dérogation à l'article 15 de la loi organique de la Cour des Comptes du 29 octobre 1846, des avances de fonds d'un montant maximum de 15 000 000 de francs peuvent être consenties à chacun des comptables extraordinaires.

Ce montant maximum est porté à 25 000 000 de francs pour les comptables extraordinaires du Secteur Secrétariat général, du Secteur Sport et du Secteur Infrastructure.

Pour d'autres comptables, il peut être adapté par décision du Gouvernement et selon les modalités qu'il détermine.

###### Art. 14

Le comptable extraordinaire de la Direction générale de la Culture et de la Communication (D.O. 65 — Audiovisuel) est autorisé à effectuer des paiements lors de missions à l'étranger dans le cadre de festivals et de marchés internationaux, dans la limite de 500 000 francs.

###### Art. 15

Le Ministre qui a l'Inspection médicale scolaire dans ses attributions est autorisé à accorder des avances en matière d'Inspection médicale scolaire selon le calendrier et les modalités qu'il détermine.

###### Art. 16

Le comptable du compte du crédit variable 12.33.01 de la division organique 73 (Fonds des Sports — Activités) est autorisé à alimenter le compte du crédit variable 11.05.01 de la division organique 73 (Fonds des Sports — Rémunérations) en fonction de ses liquidités.

###### Art. 17

Des avances de trésorerie peuvent être octroyées au crédit variable 11.05.01 de la division organique 73, à concurrence d'un montant équivalent, au maximum, au quart des dépenses annuelles de personnel.

###### Art. 18

Les dépenses effectuées à charge de l'allocation de base 11.02.01 de la division organique 02, de l'allocation de base 33.06.11 de la division organique 25 et de l'allocation de base 33.03.14 de la division organique 33 peuvent couvrir le fonctionnement des prestations d'années antérieures.

###### Art. 19

Par dérogation aux articles 15 et 22 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, le Gouvernement peut redistribuer les allocations de base des programmes 1 et 2 de la division organique 65 afin de créer une allocation nouvelle relative à la dotation globale du Centre du cinéma et de l'audiovisuel.

Toute utilisation de la présente disposition sera communiquée sans délai au Conseil de la Communauté française et à la Cour des Comptes avec mention des programmes et montants concernés.

###### Art. 20

Tout engagement à prendre dans le chef de l'ouverture d'une ligne de crédit pour la réalisation d'un programme pluriannuel de gros investissement est soumis au visa du contrôleur des engagements et à la Cour des Comptes.

## SECTION 02

## Titre VII — Organismes d'intérêt public

## Art. 21

Est approuvé le budget du Commissariat général aux Relations Internationales pour l'année budgétaire 1995, annexé au présent décret.

## Art. 22

Est approuvé le budget de l'Agence de Prévention du SIDA pour l'année 1995, annexé au présent décret.

## CHAPITRE 3

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION,  
DE LA RECHERCHE  
ET DE LA FORMATION

## SECTION 01

## Dispositions générales

## Art. 23

Par dérogation à l'article 15 de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des Comptes:

1. Des avances de fonds d'un montant maximum de 15 000 000 de francs peuvent être consenties aux comptables extraordinaires des services administratifs du département, des cabinets, des services extérieurs, ainsi que des services à gestion séparée.

2. Des avances de fonds d'un montant maximum de 25 000 000 de francs peuvent être consenties au comptable extraordinaire de l'Economat relevant de la Direction générale des Personnels, des Statuts et de l'Organisation administrative.

3. Des avances de fonds d'un montant maximum de 25 000 000 de francs peuvent être consenties aux comptables des Fonds des Bâtiments scolaires de la Communauté française.

4. Ces plafonds peuvent être adaptés pour certains comptables sur décision du Gouvernement de la Communauté française.

## Art. 24

Le comptable extraordinaire de la Direction générale de l'Enseignement préscolaire et de l'enseignement primaire est autorisé à payer au moyen des fonds avancés, l'intervention de la Communauté dans les frais de pension des enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe et confiés par leurs parents soit à un internat de l'enseignement officiel subventionné, soit à un internat de l'enseignement libre subventionné. En outre, il est autorisé à payer cette intervention sous forme d'avances trimestrielles.

Le comptable extraordinaire de la Direction générale de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique est autorisé à payer, au moyen de

fonds avancés, les bourses de voyage et les prix en espèce octroyés aux lauréats de concours universitaires. En outre, il est autorisé à payer, de la même manière, les frais de voyage des personnes qui viennent de l'étranger ou qui s'y rendent.

## Art. 25

Les dépenses afférentes aux frais de fonctionnement et d'équipement des écoles, des centres psychomédico-sociaux ainsi que des cabinets de consultation et d'inspection médicale scolaire établis sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne et à réaliser sur place par les services relevant de la Défense nationale, peuvent être effectuées conformément aux règles en vigueur dans la République fédérale et faire l'objet d'ordonnances d'ouverture de crédit quel que soit leur montant, au profit d'un comptable extraordinaire désigné par le Ministre de la Défense nationale avec l'accord du Gouvernement de la Communauté française auquel il transmet le compte de l'utilisation des fonds avancés.

## Art. 26

Par dérogation à l'article 143, premier alinéa, des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, les Ministres compétents peuvent autoriser les responsables de la gestion financière des écoles et des centres psychomédico-sociaux de la Communauté française, à gestion séparée, à procéder à la vente des objets mobiliers mis à leur disposition lorsque ceux-ci ne peuvent plus être employés.

## Art. 27

Les crédits non dissociés relatifs aux allocations de base 11.03, 43.01 et 44.01 de la D.O. 56 peuvent couvrir des dépenses se rapportant à des années budgétaires antérieures.

## Art. 28

Les dépenses relatives aux allocations d'études et aux prêts d'études sont imputées à la Division organique 97 et peuvent être liquidées sous forme de dépenses fixes.

## Art. 29

Les subventions-traitements des membres du personnel des enseignements préscolaire et primaire, secondaire, supérieur non universitaire, spécial et de promotion sociale, de l'enseignement artistique, des centres psychomédico-sociaux, peuvent être liquidées sous forme de dépenses fixes.

## Art. 30

Les allocations de base relatives au paiement des rémunérations et de subventions-traitements reprises au tableau 3 du présent budget peuvent supporter le paiement d'avances à l'Office national des allocations familiales des travailleurs salariés concernant les allocations familiales dues au personnel enseignant et les frais y afférents.

Les dépenses visées à l'alinéa précédent peuvent être liquidées sous forme de dépenses fixes.

#### Art. 31

Les dépenses relatives aux allocations octroyées aux maîtres de stages dans l'enseignement fondamental peuvent être imputées sur les allocations de base de la division organique 51 et relatives aux traitements et subventions-traitements des réseaux concernés.

Les dépenses visées à l'alinéa précédent peuvent être liquidées sous forme de dépenses fixes.

#### Art. 32

Les remboursements relatifs au contentieux en matière de droits d'inscription spécifiques payés par les élèves et étudiants visés aux articles 58 et suivants de la loi du 21 juin 1985 concernant l'enseignement peuvent être imputés sur les allocations de base relatives au paiement des dotations ou subventions de fonctionnement des établissements fréquentés par les élèves ou étudiants susvisés.

#### Art. 33

Le traitement de M. L.D. dont la nomination en tant que Directeur de la Formation a été cassée est maintenu pour la période du 12 novembre 1990 au 26 décembre 1992. Cette disposition reste sans effet sur l'avancement de grade et de traitement de l'intéressé.

#### Art. 34

Les recettes enregistrées au 31 décembre 1994 au profit du crédit variable 01.05.73 et 30.01.73 de la division organique 40 et du crédit variable 40.01.51 de la division organique 56 du budget 1994 sont transférées en fonction de leur nature ou de leur affectation aux crédits variables 01.02.52, 30.01.52, 30.02.52, 30.03.52, 30.04.52 et 30.05.52 de la division organique 40, du crédit variable 30.01.50 de la division organique 56 et du crédit variable 30.01.90 de la division organique 52, du budget 1995.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,  
chargée de la Fonction publique, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales,

M. LEBRUN

Le Ministre du Budget, de la Culture et du Sport,

E. TOMAS

Le Ministre de l'Education et de l'Audiovisuel,

Ph. MAHOUX

#### Art. 35

Les subventions octroyées en 1994 à charge de l'allocation de base 33.01.02 de la division organique 89 peuvent couvrir des dépenses afférentes à l'année budgétaire 1995.

### SECTION 02

#### Titre IV — Section particulière

#### Art. 36

Les opérations effectuées sur les fonds budgétaires figurant à la section particulière du tableau 3 du présent décret sont évaluées respectivement:

en recettes à 2 478,6 millions de francs;  
en dépenses à 2 486,4 millions de francs.

#### Art. 37

L'article 66.48 B «Fonds pour la qualification agricole» perçoit les aides accordées par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) en vue de concourir au financement des activités exécutées en matière de formation professionnelle de personnes travaillant dans l'agriculture.

#### Art. 38

Les dépenses du Fonds budgétaire des Bâtiments scolaires de la Communauté française et du Fonds des Bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné s'effectuent à l'intervention de fonds ouverts à la section particulière du budget sous les articles 60.53 A et 60.54 A, sous l'autorité directe et exclusive du Ministre de l'Education.

Un contrôle des engagements est organisé pour les dépenses relatives au Fonds budgétaire des Bâtiments scolaires de la Communauté française.

Les dépenses des organismes visés au présent article s'effectuent dans la limite des moyens budgétaires mis à leur disposition, lesquels supporteront les dépenses de personnel, de fonctionnement administratif et général.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 22 décembre 1994.

**TABLEAU I**  
**DOTATION AU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
<b>DIVISION ORGANIQUE 10</b>				
Dotation au Conseil de la Communauté française				
Programme 1 Dotation au Conseil de la Communauté française . . . . .	267,6	—	—	—
Totaux pour la Division organique 10 . . . . .	267,6	—	—	—
<b>TOTAL TABLEAU I . . . . .</b>	<b>267,6</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>

**TABLEAU II****MINISTERE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES****SECTEUR CABINETS DU GOUVERNEMENT  
DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE****DIVISION ORGANIQUE 01**

Cabinet de la Ministre-Présidente du Gouvernement  
de la Communauté française,  
chargée de la Fonction publique,  
de l'Enfance  
et de la Promotion de la Santé

Programme 0 Subsistance . . . . .	180,3	—	—	—
Totaux pour la Division 01 . . . . .	180,3	—	—	0,0

**DIVISION ORGANIQUE 02**

Cabinet du Ministre de l'Enseignement supérieur,  
de la Recherche scientifique,  
et des Relations internationales  
de la Communauté française

Programme 0 Subsistance . . . . .	210,3	—	—	—
Totaux pour la Division 02 . . . . .	210,3	—	—	0,0

**DIVISION ORGANIQUE 03**

Cabinet du Ministre du Budget,  
de la Culture et du Sport

Programme 0 Subsistance . . . . .	125,6	—	—	—
Totaux pour la Division 03 . . . . .	125,6	—	—	0,0

(En millions de francs)

		Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
			Crédits d'enga- gement	Crédits d'ordon- nancement	
<b>SECTEUR SANTE</b>					
<b>DIVISION ORGANIQUE 21</b>					
Affaires générales					
Programme 0	Subsistance . . . . .	11,3	—	—	—
Programme 1	Subventions diverses . . . . .	3,5	—	—	—
Totaux pour la Division 21 . . .		14,8	—	—	0,0
<b>DIVISION ORGANIQUE 22</b>					
Médecine préventive					
Programme 1	Actions diverses . . . . .	82,1	—	—	—
Programme 2	Subventions et interventions diverses . . . . .	438,9	—	—	—
Totaux pour la Division 22 . . .		521,0	—	—	0,0
<b>DIVISION ORGANIQUE 24</b>					
Inspection médicale scolaire					
Programme 0	Subsistance . . . . .	550,5	—	—	—
Totaux pour la Division 24 . . .		550,5	—	—	0,0
<b>DIVISION ORGANIQUE 25</b>					
Enfance					
Programme 1	Subventions . . . . .	4 432,9	—	—	—
Fonds de subventionnement aux centres de vacances (A)					
	— Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 1995 . . . . .	—	—	—	0,0
	— Recettes de l'année en cours . . . . .	—	—	—	0,0
	— Disponible pour 1995 . . . . .	—	—	—	0,0
	— Dépenses de l'année en cours . . . . .	—	—	—	—
	— Solde au 31 décembre 1995 . . . . .	—	—	—	—
Totaux pour la Division 25 . . .		4 432,9	—	—	0,0

(En millions de franc.

		Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
			Crédits d'enga- gement	Crédits d'ordon- nement	
<b>SECTEUR SECRETARIAT GENERAL</b>					
<b>DIVISION ORGANIQUE 31</b>					
<b>Affaires générales</b>					
Programme 0	Subsistance . . . . .	3 406,5	—	—	—
	Fonds destiné à rémunérer les agents contractuels subventionnés attachés au Ministère de la Culture et des Affaires sociales (A)				
	— Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 1995 . . . . .	—	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours . . . . .	—	—	—	50,0
	— Disponible pour 1995 . . . . .	—	—	—	50,0
	— Dépenses de l'année en cours . . . . .	—	—	—	50,0
	— Solde au 31 décembre 1995 . . . . .	—	—	—	—
Programme 1	Subventions diverses . . . . .	1 194,8	—	—	—
Totaux pour la Division 31 . . . . .		4 601,3	—	—	50,0
<b>DIVISION ORGANIQUE 32</b>					
<b>Economat</b>					
Programme 0	Subsistance . . . . .	297,0	—	—	—
Totaux pour la Division 32 . . . . .		297,0	—	—	0,0
<b>DIVISION ORGANIQUE 33</b>					
<b>Aide à la Jeunesse</b>					
Programme 0	Subsistance . . . . .	133,0	—	—	—
Programme 1	Jeunes en danger et jeunes délinquants . . . . .	5 397,3	—	—	—
	Fonds destiné à subventionner des actions et des mesures d'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse (A)				
	— Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 1995 . . . . .	—	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours . . . . .	—	—	—	180,0
	— Disponible pour 1995 . . . . .	—	—	—	180,0
	— Dépenses de l'année en cours . . . . .	—	—	—	180,0
	— Solde au 31 décembre 1995 . . . . .	—	—	—	—
Totaux pour la Division 33 . . . . .		5 530,3	—	—	180,0
<b>SECTEUR INFRASTRUCTURE</b>					
<b>DIVISION ORGANIQUE 38</b>					
<b>Infrastructure</b>					
Programme 0	Subsistance . . . . .	0,3	—	—	—
Programme 1	Travaux d'entretien et gestion . . . . .	3,5	—	—	—
Programme 2	Charges diverses, intérêts et amortissement d'emprunts . . . . .	26,5	—	—	—
Programme 3	Investissements et subventions pour investissements . . . . .	33,0	521,5	658,2	—
Totaux pour la Division 38 . . . . .		63,3	521,5	658,2	0,0



(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
<b>SECTEUR AFFAIRES SOCIALES</b>				
<b>DIVISION ORGANIQUE 43</b>				
<b>Aide sociale spécialisée</b>				
Programme 1	Délinquants et handicapés sociaux . . . . .	161,8	—	—
	Totaux pour la Division 43 . . . . .	161,8	—	—
<b>SECTEUR CULTURE ET COMMUNICATION</b>				
<b>DIVISION ORGANIQUE 61</b>				
<b>Affaires générales</b>				
Programme 0	Subsistance . . . . .	134,9	—	—
	Fonds destiné à l'exécution de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand (secteur culture) (A)			
	— Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 1995 . . . . .	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours . . . . .	—	—	450,0
	— Disponible pour 1995 . . . . .	—	—	450,0
	— Dépenses de l'année en cours . . . . .	—	—	450,0
	— Solde au 31 décembre 1995 . . . . .	—	—	—
	Fonds de remploi des indemnisations pour dommages causés au matériel fourni en prêt et du produit des prêts payants (A)			
	— Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 1995 . . . . .	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours . . . . .	—	—	8,0
	— Disponible pour 1995 . . . . .	—	—	8,0
	— Dépenses de l'année en cours . . . . .	—	—	8,0
	— Solde au 31 décembre 1995 . . . . .	—	—	—
Programme 1	Initiatives et interventions diverses . . . . .	128,3	—	—
	Fonds des actions communes de l'Exécutif avec le soutien du FIPI (C)			
	— Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 1995 . . . . .	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours . . . . .	—	—	0,0
	— Disponible pour 1995 . . . . .	—	—	0,0
	— Dépenses de l'année en cours . . . . .	—	—	0,0
	— Solde au 31 décembre 1995 . . . . .	—	—	—
	Fonds d'exploitation du centre culturel «Marcel Hicter» à la Marlagne (C)			
	— Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 1995 . . . . .	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours . . . . .	—	—	16,0
	— Disponible pour 1995 . . . . .	—	—	16,0
	— Dépenses de l'année en cours . . . . .	—	—	16,0
	— Solde au 31 décembre 1995 . . . . .	—	—	—

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
<b>Fonds du service d'intendance du centre de formation socio-culturelle de Rossignol (C)</b>				
— Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 1995 . . . . .	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours . . . . .	—	—	—	3,0
— Disponible pour 1995 . . . . .	—	—	—	3,0
— Dépenses de l'année en cours . . . . .	—	—	—	3,0
— Solde au 31 décembre 1995 . . . . .	—	—	—	—
<b>Fonds du service d'intendance du centre de formation socio-culturelle de Séroule (C)</b>				
— Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 1995 . . . . .	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours . . . . .	—	—	—	2,0
— Disponible pour 1995 . . . . .	—	—	—	2,0
— Dépenses de l'année en cours . . . . .	—	—	—	2,0
— Solde au 31 décembre 1995 . . . . .	—	—	—	—
<b>Fonds des actions culturelles (B)</b>				
— Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 1995 . . . . .	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours . . . . .	—	—	—	0,0
— Disponible pour 1995 . . . . .	—	—	—	0,0
— Dépenses de l'année en cours . . . . .	—	—	—	0,0
— Solde au 31 décembre 1995 . . . . .	—	—	—	—
<b>Fondations, donations, legs et prix (B)</b>				
— Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 1995 . . . . .	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours . . . . .	—	—	—	0,0
— Disponible pour 1995 . . . . .	—	—	—	0,0
— Dépenses de l'année en cours . . . . .	—	—	—	0,0
— Solde au 31 décembre 1995 . . . . .	—	—	—	—
Programme 2 Centres culturels . . . . .	394,8	—	—	—
Programme 3 Aide aux associations francophones des communes à statut linguistique spécial . . . . .	10,5	—	—	—
<b>Totaux pour la Division 61 . . . . .</b>	<b>668,5</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>479,0</b>
<b>DIVISION ORGANIQUE 62</b>				
<b>Promotion des Arts de la scène</b>				
Programme 1 Initiatives et interventions diverses . . . . .	75,2	—	—	—
Programme 2 Théâtre . . . . .	892,5	—	—	—
Programme 3 Musique . . . . .	722,0	—	—	—
Programme 4 Art de la danse . . . . .	136,8	—	—	—
<b>Totaux pour la Division 62 . . . . .</b>	<b>1 826,5</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>0,0</b>

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables	
		Crédits d'enga- gement	Crédits d'ordon- nement		
<b>DIVISION ORGANIQUE 63</b>					
<b>Livre</b>					
Programme 1	Lecture publique . . . . .	335,4	—	—	—
	Fonds des centres de lecture de la Communauté française et de la bibliothèque publique centrale de la Communauté française (C)				
	— Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 1995 . . . . .	—	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours . . . . .	—	—	—	2,2
	— Disponible pour 1995 . . . . .	—	—	—	2,2
	— Dépenses de l'année en cours . . . . .	—	—	—	2,2
	— Solde au 31 décembre 1995 . . . . .	—	—	—	—
Programme 2	Lettres françaises . . . . .	91,3	—	—	—
Programme 3	Lettres endogènes . . . . .	2,0	—	—	—
Programme 4	Langue française . . . . .	8,8	—	—	—
Programme 5	Promotion du livre . . . . .	8,0	—	—	—
	Fonds de l'édition du Livre (B)				
	— Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 1995 . . . . .	—	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours . . . . .	—	—	—	8,0
	— Disponible pour 1995 . . . . .	—	—	—	8,0
	— Dépenses de l'année en cours . . . . .	—	—	—	8,0
	— Solde au 31 décembre 1995 . . . . .	—	—	—	—
	Fonds d'aide à la diffusion (B)				
	— Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 1995 . . . . .	—	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours . . . . .	—	—	—	0,4
	— Disponible pour 1995 . . . . .	—	—	—	0,4
	— Dépenses de l'année en cours . . . . .	—	—	—	0,4
	— Solde au 31 décembre 1995 . . . . .	—	—	—	—
<b>Totaux pour la Division 63 . . . . .</b>		<b>445,5</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>10,6</b>

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
<b>DIVISION ORGANIQUE 64</b>				
<b>Jeunesse et Education permanente</b>				
Programme 1	Initiatives et interventions diverses . . . . .	0,5	—	—
Programme 2	Jeunesse . . . . .	375,8	—	—
Programme 3	Education permanente . . . . .	629,5	—	—
Programme 4	Activités socio-culturelles . . . . .	47,3	—	—
	Fonds pour la formation socio-culturelle (C)			
	— Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 1995 . . . . .	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours . . . . .	—	—	0,3
	— Disponible pour 1995 . . . . .	—	—	0,3
	— Dépenses de l'année en cours . . . . .	—	—	0,3
	— Solde au 31 décembre 1995 . . . . .	—	—	—
	<b>Totaux pour la Division 64 . . . . .</b>	<b>1 053,1</b>	<b>—</b>	<b>0,3</b>

**DIVISION ORGANIQUE 65****Audiovisuel**

Programme 0	Subsistance . . . . .	0,8	—	—
Programme 1	Initiatives et interventions diverses . . . . .	18,4	—	—
Programme 2	Cinéma et vidéo . . . . .	511,2	—	—
Programme 3	Radio et télévision . . . . .	6 371,0	—	—
	Fonds d'aide à la création radiophonique (B)			
	— Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 1995 . . . . .	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours . . . . .	—	—	7,5
	— Disponible pour 1995 . . . . .	—	—	7,5
	— Dépenses de l'année en cours . . . . .	—	—	7,5
	— Solde au 31 décembre 1995 . . . . .	—	—	—
Programme 4	Presse . . . . .	40,9	—	—
	Fonds de développement de la presse écrite (A)			
	— Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 1995 . . . . .	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours . . . . .	—	—	150,0
	— Disponible pour 1995 . . . . .	—	—	150,0
	— Dépenses de l'année en cours . . . . .	—	—	150,0
	— Solde au 31 décembre 1995 . . . . .	—	—	—
	<b>Totaux pour la Division 65 . . . . .</b>	<b>6 942,3</b>	<b>—</b>	<b>157,5</b>

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
<b>DIVISION ORGANIQUE 66</b>				
Patrimoine et Arts plastiques				
Programme 0	Subsistance . . . . .	27,1	—	—
Programme 1	Dépenses et subventions diverses . . . . .	185,2	—	—
Totaux pour la Division 66 . . . . .		212,3	—	0,0
<b>SECTEUR SPORT</b>				
<b>DIVISION ORGANIQUE 71</b>				
Affaires générales				
Programme 0	Subsistance . . . . .	60,0	—	—
	Fonds destiné à l'exécution de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand (secteur sport) (A)			
	— Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 1995 . . . . .	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours . . . . .	—	—	2,6
	— Disponible pour 1995 . . . . .	—	—	2,6
	— Dépenses de l'année en cours . . . . .	—	—	2,6
	— Solde au 31 décembre 1995 . . . . .	—	—	—
Totaux pour la Division 71 . . . . .		60,0	—	2,6
<b>DIVISION ORGANIQUE 73</b>				
Education physique et Sports				
Programme 0	Subsistance . . . . .	2,7	—	—
	Fonds des Sports - Rémunération (A)			
	— Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 1995 . . . . .	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours . . . . .	—	—	165,5
	— Disponible pour 1995 . . . . .	—	—	165,5
	— Dépenses de l'année en cours . . . . .	—	—	165,5
	— Solde au 31 décembre 1995 . . . . .	—	—	—
	Fonds des Sports - Activités (C)			
	— Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 1995 . . . . .	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours . . . . .	—	—	352,5
	— Disponible pour 1995 . . . . .	—	—	352,5
	— Dépenses de l'année en cours . . . . .	—	—	352,5
	— Solde au 31 décembre 1995 . . . . .	—	—	—
Programme 1	Recherches et développement . . . . .	21,5	—	—
Programme 2	Subventions diverses . . . . .	339,5	—	—
Totaux pour la Division 73 . . . . .		363,7	—	518,0

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
<b>DIVISION ORGANIQUE 74</b>				
<b>Services sportifs extérieurs</b>				
Programme 1 Initiatives diverses . . . . .	39,2	—	—	—
<b>Totaux pour la Division 74 . . . . .</b>	<b>39,2</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>0,0</b>
<b>Total Ministère de la Culture et des Affaires sociales . . . . .</b>	<b>28 300,2</b>	<b>521,5</b>	<b>658,2</b>	<b>1 398,0</b>

## SECTION PARTICULIERE

(En millions de francs)

Article	Mode de disposition	LIBELLES	Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 1995	Recettes de l'année	Dépenses de l'année	Solde au 31 décembre 1995
<b>SECTEUR AFFAIRES SOCIALES</b>						
<b>SECTION I</b>						
<b>DEPENSES DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE SUR RESSOURCES AFFECTEES</b>						
66.07	A	Exécution de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand. — Aide aux familles. (Des avances de trésorerie peuvent être octroyées dans la limite du total des montants des conventions relatives au secteur et visées à l'article 9 de l'arrêté royal n° 25 précité)	—	—	—	—
<b>Totaux pour la section I . . . . .</b>			<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>
<b>TOTAUX POUR LE SECTEUR AFFAIRES SOCIALES. . . . .</b>			<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>

## SERVICE A GESTION SEPARÉE

Art. 70.05.B Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel (\*)

1. Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 1995	—
2. Recettes de l'année	—
3. Dépenses de l'année	—
4. Solde au 31 décembre 1995	—

(\*) Le service communautaire à gestion séparée susvisé doit être organisé selon des dispositions décrétales contenues dans un projet de décret présenté au Conseil.

TABLEAU III

## MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
<b>DIVISION ORGANIQUE 05</b>				
Cabinet du Ministre de l'Éducation				
Programme 0	Fonctionnement du cabinet . . . . .	127,8	—	—
Programme 1	Informatisation. — Frais de premier établissement . . . . .	—	—	—
	Totaux pour la Division 05 . . . . .	127,8	—	—
<b>DIVISION ORGANIQUE 40</b>				
Secrétariat général et Services communs				
Programme 0	Substance administration . . . . .	1 023,4	—	—
	Fonds organique: caisse de prêts aux agents (C)			
	— Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 1995 . . . . .	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours . . . . .	—	—	2,5
	— Disponible pour 1995 . . . . .	—	—	2,5
	— Dépenses de l'année en cours . . . . .	—	—	2,5
	— Solde au 31 décembre 1995 . . . . .	—	—	—
Programme 1	Provisions pour charges diverses . . . . .	1 140,4	—	—
Programme 2	Cellule de modernisation et de formation . . . . .	2,0	—	—
Programme 3	Statistiques et centre de documentation . . . . .	13,5	—	—
Programme 4	Secrétariat général, cellule interministérielle de la Trésorerie et du Budget . . . . .	31,5	—	—
Programme 5	Activités interréseaux — Z.E.P. — F.I.P.I. — Fondations — Legs et prix — Divers . . . . .	106,3	—	—
	Fonds d'impulsion à la politique de l'immigration (A)			
	— Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 1995 . . . . .	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours . . . . .	—	—	45,0
	— Disponible pour 1995 . . . . .	—	—	45,0
	— Dépenses de l'année en cours . . . . .	—	—	45,0
	— Solde au 31 décembre 1995 . . . . .	—	—	—
	Fonds pour la formation et la réinsertion professionnelles — Enseignement à horaire réduit (C)			
	— Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 1995 . . . . .	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours . . . . .	—	—	100,0
	— Disponible pour 1995 . . . . .	—	—	100,0
	— Dépenses de l'année en cours . . . . .	—	—	100,0
	— Solde au 31 décembre 1995 . . . . .	—	—	—

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'enga- gement	Crédits d'ordon- nement	
<b>Fonds pour la formation et la réinsertion professionnelles — Enseignement de promotion sociale (C)</b>				
— Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 1995 . . . . .	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours . . . . .	—	—	—	286,6
— Disponible pour 1995 . . . . .	—	—	—	286,6
— Dépenses de l'année en cours . . . . .	—	—	—	286,6
— Solde au 31 décembre 1995 . . . . .	—	—	—	—
<b>Fonds pour la formation et la réinsertion professionnelles — Matières culturelles (C)</b>				
— Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 1995 . . . . .	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours . . . . .	—	—	—	600,0
— Disponible pour 1995 . . . . .	—	—	—	600,0
— Dépenses de l'année en cours . . . . .	—	—	—	600,0
— Solde au 31 décembre 1995 . . . . .	—	—	—	—
<b>Fonds pour la formation et la réinsertion professionnelles — C.O.C.O.F. (C)</b>				
— Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 1995 . . . . .	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours . . . . .	—	—	—	450,0
— Disponible pour 1995 . . . . .	—	—	—	450,0
— Dépenses de l'année en cours . . . . .	—	—	—	450,0
— Solde au 31 décembre 1995 . . . . .	—	—	—	—
<b>Fonds pour la formation et la réinsertion professionnelles — Région wallonne (C)</b>				
— Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 1995 . . . . .	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours . . . . .	—	—	—	1 550,0
— Disponible pour 1995 . . . . .	—	—	—	1 550,0
— Dépenses de l'année en cours . . . . .	—	—	—	1 550,0
— Solde au 31 décembre 1995 . . . . .	—	—	—	—
<b>Fonds destiné au paiement des prix vers les écoles à gestion séparée et permettant la prise en charge des intérêts des produits financiers placés et des frais relatifs à la gestion desdits produits aux réinvestissements des placements venus à l'échéance (B)</b>				
— Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 1995 . . . . .	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours . . . . .	—	—	—	1,0
— Disponible pour 1995 . . . . .	—	—	—	1,0
— Dépenses de l'année en cours . . . . .	—	—	—	1,0
— Solde au 31 décembre 1995 . . . . .	—	—	—	—
<b>Programme 6</b> Service juridique et service de traduction . . . . .	21,1	—	—	—
<b>Programme 7</b> Collaboration aux institutions internationales — Divers . . . . .	120,8	—	—	—
<b>Programme 8</b> Centre de traitement de l'information et imprimerie . . . . .	269,6	—	—	—



(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits- variables
		Crédits d'enga- gement	Crédits d'ordon- nement	
<b>Programme 9 Initiatives diverses de la Région wallonne et de la Région de Bruxelles capitale en matière d'emploi</b>				
<b>Fonds destiné au paiement des rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement fondamental (B)</b>				
— Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 1995 . . . . .	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours . . . . .	—	—	—	741,1
— Disponible pour 1995 . . . . .	—	—	—	741,1
— Dépenses de l'année en cours . . . . .	—	—	—	741,1
— Solde au 31 décembre 1995 . . . . .	—	—	—	—
<b>Fonds destiné au paiement des rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement spécial (B)</b>				
— Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 1995 . . . . .	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours . . . . .	—	—	—	89,5
— Disponible pour 1995 . . . . .	—	—	—	89,5
— Dépenses de l'année en cours . . . . .	—	—	—	89,5
— Solde au 31 décembre 1995 . . . . .	—	—	—	—
<b>Fonds destiné au paiement des rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement de promotion sociale (B)</b>				
— Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 1995 . . . . .	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours . . . . .	—	—	—	21,0
— Disponible pour 1995 . . . . .	—	—	—	21,0
— Dépenses de l'année en cours . . . . .	—	—	—	21,0
— Solde au 31 décembre 1995 . . . . .	—	—	—	—
<b>Fonds destiné au paiement des rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement secondaire (B)</b>				
— Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 1995 . . . . .	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours . . . . .	—	—	—	289,6
— Disponible pour 1995 . . . . .	—	—	—	289,6
— Dépenses de l'année en cours . . . . .	—	—	—	289,6
— Solde au 31 décembre 1995 . . . . .	—	—	—	—
<b>Fonds destiné au paiement des rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement supérieur non universitaire (B)</b>				
— Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 1995 . . . . .	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours . . . . .	—	—	—	69,4
— Disponible pour 1995 . . . . .	—	—	—	69,4
— Dépenses de l'année en cours . . . . .	—	—	—	69,4
— Solde au 31 décembre 1995 . . . . .	—	—	—	—

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
Fonds destiné au paiement des rémunérations des agents contractuels subventionnés du Secrétariat général et des services communs (B)				
— Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 1995 . . . . .	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours . . . . .	—	—	—	32,3
— Disponible pour 1995 . . . . .	—	—	—	32,3
— Dépenses de l'année en cours . . . . .	—	—	—	32,3
— Solde au 31 décembre 1995 . . . . .	—	—	—	—
<b>Totaux pour la Division 40 . . . . .</b>	<b>2 728,6</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>4 278,0</b>

## DIVISION ORGANIQUE 51

## Enseignement préscolaire et enseignement primaire

Programme 0	Subsistance Administration . . . . .	149,9	—	—	—
Programme 1	Subsistance Inspection . . . . .	303,4	—	—	—
Programme 2	Fonctionnement des écoles maternelles de la Communauté	1 062,9	—	—	—
Programme 3	Fonctionnement des écoles maternelles officielles subventionnées . . . . .	6 411,4	—	—	—
Programme 4	Fonctionnement des écoles maternelles libres subventionnées	4 774,3	—	—	—
Programme 5	Fonctionnement des écoles primaires de la Communauté	3 693,5	—	—	—
Programme 6	Fonctionnement des écoles primaires officielles subventionnées . . . . .	13 783,5	—	—	—
Programme 7	Fonctionnement des écoles primaires libres subventionnées	12 066,1	—	—	—
Programme 8	Lutte contre l'échec scolaire — Subventions diverses . . . . .	400,0	—	—	—
<b>Totaux pour la Division 51 . . . . .</b>		<b>42 645,0</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>0,0</b>

## DIVISION ORGANIQUE 52

## Enseignement secondaire

Programme 0	Subsistance Administration . . . . .	236,1	—	—	—
Programme 1	Subsistance Inspection . . . . .	202,9	—	—	—
Programme 2	Fonctionnement des écoles de la Communauté — Enseignement de plein exercice . . . . .	22 793,3	—	—	—
Programme 3	Fonctionnement des écoles officielles subventionnées de plein exercice . . . . .	13 777,4	—	—	—
Programme 4	Fonctionnement des écoles libres subventionnées de plein exercice . . . . .	36 232,0	—	—	—
Programme 5	Fonctionnement des écoles à horaire réduit de la Communauté . . . . .	119,7	—	—	—

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
Programme 6 Fonctionnement des écoles officielles subventionnées à horaire réduit . . . . .	70,7	—	—	—
Programme 7 Fonctionnement des écoles libres subventionnées à horaire réduit . . . . .	307,3	—	—	—
Programme 8 Lutte contre l'échec scolaire . . . . .	374,9	—	—	—
Programme 9 Actions Fonds social européen . . . . .	—	—	—	—
Fonds d'intervention du Fonds social européen (B)				
— Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 1995 . . . . .	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours . . . . .	—	—	—	100,0
— Disponible pour 1995 . . . . .	—	—	—	100,0
— Dépenses de l'année en cours . . . . .	—	—	—	100,0
— Solde au 31 décembre 1995 . . . . .	—	—	—	—
<b>Totaux pour la Division 52 . . . . .</b>	<b>74 114,3</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>100,0</b>

## DIVISION ORGANIQUE 53

## Enseignement spécial

Programme 0 Subsistance Administration . . . . .	48,2	—	—	—
Programme 1 Subsistance Inspection . . . . .	29,8	—	—	—
Programme 2 Fonctionnement des écoles de la Communauté . . . . .	3 234,1	—	—	—
Programme 3 Fonctionnement des écoles officielles subventionnées . . . . .	2 372,5	—	—	—
Programme 4 Fonctionnement des écoles libres subventionnées . . . . .	4 546,9	—	—	—
<b>Totaux pour la Division 53 . . . . .</b>	<b>10 231,5</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>0,0</b>

## DIVISION ORGANIQUE 54

## Enseignement universitaire

Programme 0 Subsistance Administration . . . . .	55,2	—	—	—
Programme 1 Universités de la Communauté . . . . .	5 382,7	—	—	—
Programme 2 Universités libres . . . . .	11 717,3	—	—	—
Programme 3 Contrôle des universités . . . . .	21,3	—	—	—
Programme 4 Subventions diverses . . . . .	8,5	—	—	—
Programme 5 Enseignement universitaire . . . . .	72,9	—	—	—
<b>Totaux pour la Division 54 . . . . .</b>	<b>17 257,9</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>0,0</b>

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
<b>DIVISION ORGANIQUE 55</b>				
<b>Enseignement supérieur non universitaire</b>				
Programme 0	Subsistance Administration . . . . .	42,4	—	—
Programme 1	Subsistance Inspection . . . . .	2,2	—	—
Programme 2	Fonctionnement des écoles de la Communauté de type long	872,4	—	—
Programme 3	Fonctionnement des écoles officielles subventionnées de type long . . . . .	590,9	—	—
Programme 4	Fonctionnement des écoles libres subventionnées de type long . . . . .	1 283,7	—	—
Programme 5	Fonctionnement des écoles de la Communauté de type court	1 917,0	—	—
Programme 6	Fonctionnement des écoles officielles subventionnées de type court . . . . .	2 370,1	—	—
Programme 7	Fonctionnement des écoles libres subventionnées de type court . . . . .	3 429,1	—	—
Programme 8	Enseignement supérieur non universitaire . . . . .	35,0	—	—
Totaux pour la Division 55 . . .		10 542,8	—	0,0

**DIVISION ORGANIQUE 56****Enseignement de promotion sociale**

Programme 0	Subsistance Administration . . . . .	56,6	—	—
Programme 1	Subsistance Inspection . . . . .	22,6	—	—
Programme 2	Fonctionnement des écoles de la Communauté . . . . .	962,3	—	—
	Fonds pour l'affectation des recettes résultant de l'application des articles 114 et 115 du décret du 16 avril 1991 (B)			
	— Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 1995 . . . . .	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours . . . . .	—	—	10,0
	— Disponible pour 1995 . . . . .	—	—	10,0
	— Dépenses de l'année en cours . . . . .	—	—	10,0
	— Solde au 31 décembre 1995 . . . . .	—	—	—
Programme 3	Fonctionnement des écoles officielles subventionnées . .	1 627,1	—	—
	Fonds pour l'affectation des recettes résultant de l'application des articles 114 et 115 du décret du 16 avril 1991 (B)			
	— Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 1995 . . . . .	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours . . . . .	—	—	5,0
	— Disponible pour 1995 . . . . .	—	—	5,0
	— Dépenses de l'année en cours . . . . .	—	—	5,0
	— Solde au 31 décembre 1995 . . . . .	—	—	—

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
Programme 4				
Fonctionnement des écoles libres subventionnées . . . . .	998,7	—	—	—
Fonds pour l'affectation des recettes résultant de l'application des articles 114 et 115 du décret du 16 avril 1991 (B)				
— Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 1995 . . . . .	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours . . . . .	—	—	—	9,4
— Disponible pour 1995 . . . . .	—	—	—	9,4
— Dépenses de l'année en cours . . . . .	—	—	—	9,4
— Solde au 31 décembre 1995 . . . . .	—	—	—	—
Programme 5				
Actions fonds social européen . . . . .				
Fonds d'intervention du Fonds social européen (B)				
— Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 1995 . . . . .	—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours . . . . .	—	—	—	286,6
— Disponible pour 1995 . . . . .	—	—	—	286,6
— Dépenses de l'année en cours . . . . .	—	—	—	286,6
— Solde au 31 décembre 1995 . . . . .	—	—	—	—
Totaux pour la Division 56 . . . . .	3 667,3	—	—	311,0

## DIVISION ORGANIQUE 82

## Formation

Programme 0	Subsistance Administration . . . . .	255,2	—	—	—
Programme 1	Initiatives diverses — Formation des salariés et des appointés	—	—	—	—
Programme 2	Subventions diverses — Formation des salariés et des appointés . . . . .	—	—	—	—
Programme 3	Initiatives diverses — Formation des indépendants . . . . .	—	—	—	—
Programme 4	Subventions diverses — Formation des indépendants . . . . .	—	—	—	—
Totaux pour la Division 82 . . . . .		255,2	—	—	0,0

## DIVISION ORGANIQUE 83

## Enseignement artistique

Programme 0	Subsistance Administration . . . . .	36,6	—	—	—
Programme 1	Initiatives et subventions diverses . . . . .	16,7	—	—	—
Programme 2	Fonctionnement des écoles de la Communauté . . . . .	820,6	—	—	—
Programme 3	Fonctionnement des écoles officielles subventionnées . . . . .	2 488,5	—	—	—
Programme 4	Fonctionnement des écoles libres subventionnées . . . . .	813,3	—	—	—
Totaux pour la Division 83 . . . . .		4 175,7	—	—	0,0

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
		Crédits d'enga- gement	Crédits d'ordon- nement	

## DIVISION ORGANIQUE 89

## Bâtiments scolaires

Programme 0	Fonctionnement du Fonds des bâtiments scolaires et des Institutions succédant au Fonds national de garantie . . . . .	2 421,0	—	—	—
	Fonds destiné à la prise en charge des rémunérations des agents du Fonds de garantie des Bâtiments scolaires (B)				
	— Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 1995 . . . . .	—	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours . . . . .	—	—	—	37,0
	— Disponible pour 1995 . . . . .	—	—	—	37,0
	— Dépenses de l'année en cours . . . . .	—	—	—	37,0
	— Solde au 31 décembre 1995 . . . . .	—	—	—	—
	<b>Totaux pour la Division 89 . . . . .</b>	<b>2 421,0</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>37,0</b>

## DIVISION ORGANIQUE 91

## Service des transports scolaires

Programme 0	Subsistance Administration . . . . .	—	—	—	—
Programme 1	Transport dans l'enseignement de la Communauté . . . . .	93,5	—	—	—
	<b>Totaux pour la Division 91 . . . . .</b>	<b>93,5</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>0,0</b>

## DIVISION ORGANIQUE 92

## Organisation des études

Programme 0	Subsistance Administration . . . . .	125,7	—	—	—
Programme 1	Subsistance Inspection . . . . .	6,8	—	—	—
Programme 2	Organisation des études — Structures — Programmes — Activités de formation, recherches et information — Etablissements de la Communauté française . . . . .	118,4	—	—	—
Programme 3	Activités interréseaux — Recherches et enquêtes . . . . .	73,5	—	—	—
Programme 4	Organisation des études — Centre technique et de formation des personnels de la Communauté française — Auxiliaires de l'enseignement et activités parascolaires — Etablissements de la Communauté française . . . . .	107,8	—	—	—
Programme 5	Centres de dépaysement et de plein air de la Communauté française (p.m.) . . . . .	—	—	—	—
Programme 6	Activités interréseaux (p.m.) . . . . .	—	—	—	—
	<b>Totaux pour la Division 92 . . . . .</b>	<b>432,2</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>0,0</b>

(En millions de francs)

		Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
			Crédits d'enga- gement	Crédits d'ordon- nancement	
<b>DIVISION ORGANIQUE 93</b>					
Centres PMS					
Programme 0	Subsistance Administration . . . . .	14,9	—	—	—
Programme 1	Subsistance Inspection . . . . .	12,8	—	—	—
Programme 2	Fonctionnement des Centres P.M.S. de la Communauté . . . . .	824,8	—	—	—
Programme 3	Fonctionnement des Centres P.M.S. officiels subventionnés . . . . .	623,6	—	—	—
Programme 4	Fonctionnement des Centres P.M.S. libres subventionnés . . . . .	901,3	—	—	—
<b>Totaux pour la Division 93 . . . . .</b>		<b>2 377,4</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>0,0</b>
<b>DIVISION ORGANIQUE 94</b>					
Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique					
Programme 0	Subsistance Administration . . . . .	26,0	—	—	—
Programme 1	Subventions diverses . . . . .	12,2	—	—	—
<b>Totaux pour la Division 94 . . . . .</b>		<b>38,2</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>0,0</b>
<b>DIVISION ORGANIQUE 95</b>					
Recherche scientifique					
Programme 0	Subsistance . . . . .	7,4	—	—	—
Programme 1	Subventions A.S.B.L. ou assimilés . . . . .	19,0	—	—	—
Programme 2	Subventions diverses . . . . .	468,8	—	—	—
Programme 3	Recherche scientifique . . . . .	2 427,1	—	—	—
Fonds de la Recherche scientifique (B)					
— Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 1995 . . . . .		—	—	—	—
— Recettes de l'année en cours . . . . .		—	—	—	0,0
— Disponible pour 1995 . . . . .		—	—	—	0,0
— Dépenses de l'année en cours . . . . .		—	—	—	0,0
— Solde au 31 décembre 1995 . . . . .		—	—	—	—
<b>Totaux pour la Division 95 . . . . .</b>		<b>2 922,3</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>0,0</b>
<b>DIVISION ORGANIQUE 96</b>					
Enseignement à distance					
Programme 0	Subsistance . . . . .	114,7	—	—	—
<b>Totaux pour la Division 96 . . . . .</b>		<b>114,7</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>0,0</b>

(En millions de francs)

		Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
			Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement	
<b>DIVISION ORGANIQUE 97</b>					
<b>Allocations et prêts d'études</b>					
Programme 0	Subsistance . . . . .	15,0	—	—	—
Programme 1	Allocations et prêts . . . . .	1 276,7	—	—	—
Fonds destiné au paiement des allocations d'études (B)					
	— Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 1995 . . . . .	—	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours . . . . .	—	—	—	50,0
	— Disponible pour 1995 . . . . .	—	—	—	50,0
	— Dépenses de l'année en cours . . . . .	—	—	—	50,0
	— Solde au 31 décembre 1995 . . . . .	—	—	—	—
Fonds destiné au paiement des prêts d'études (C)					
	— Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 1995 . . . . .	—	—	—	—
	— Recettes de l'année en cours . . . . .	—	—	—	22,0
	— Disponible pour 1995 . . . . .	—	—	—	22,0
	— Dépenses de l'année en cours . . . . .	—	—	—	22,0
	— Solde au 31 décembre 1995 . . . . .	—	—	—	—
<b>Totaux pour la Division 97 . . . . .</b>		<b>1 291,7</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>72,0</b>
<b>Totaux généraux du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation . . . . .</b>		<b>175 437,1</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>4 798,0</b>

## SECTION PARTICULIERE

(En millions de francs)

Article	Mode de disposition	LIBELLES	Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 1995	Recettes de l'année	Dépenses de l'année	Solde au 31 décembre 1995
---------	---------------------	----------	---------------------------------------	---------------------	---------------------	---------------------------

DEPENSES DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE  
SUR RESSOURCES AFFECTEES

## CHAPITRE I

FONDS ALIMENTES PRINCIPALEMENT  
PAR DES CREDITS BUDGETAIRES

60.53	A	Opérations du Fonds budgétaire des Bâtiments scolaires de la Communauté moyennant alimentation par le compte ouvert au Crédit communal de Belgique en application de l'article 5 § 3 du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires ( <i>gestion séparée</i> ). . . . .	850,0	1 785,0	1 785,0	850,0
60.54	A	Opérations du Fonds des Bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné moyennant alimentation par le compte ouvert au Crédit communal de Belgique en application de l'article 8 § 4 du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires ( <i>gestion séparée</i> ). . . . .	1 550,0	680,0	680,0	1 550,0



(En millions de francs)

Article	Mode de disposition	LIBELLES	Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 1995	Recettes de l'année	Dépenses de l'année	Solde au 31 décembre 1995
---------	---------------------	----------	---------------------------------------	---------------------	---------------------	---------------------------

## CHAPITRE II

## FONDS ALIMENTS PAR DES RESSOURCES PARTICULIERES

66.48	B	Fonds pour la qualification agricole et l'éducation sociale et économique (arrêté royal du 23 août 1974) . . . . .	- 73,5	3,6	—	- 69,9
66.49	B	Exécution de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand. (Des avances de trésorerie peuvent être octroyées dans la limite du total des montants des conventions relatives au secteur et visées à l'article 9 de l'arrêté royal n° 25 précité)	- 85,1	10,0	21,4	- 96,5
<b>TOTAUX POUR LA SECTION PARTICULIERE . . .</b>			<b>2 241,4</b>	<b>2 478,6</b>	<b>2 486,4</b>	<b>2 233,6</b>

## SERVICES A GESTION SEPARÉE

Art. 70.02.C. — Budgets agrégés des services de la Communauté à gestion séparée de l'Enseignement de la Communauté

	En millions de francs
1. Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	2 015,4
2. Recettes	
2.1. Recettes en opérations courantes	4 756,6
2.2. Recettes en opérations de capital	190,4
2.3. Recettes en opérations pour ordre	171,2
3. Dépenses	
3.1. Dépenses en opérations courantes	4 784,4
3.2. Dépenses en opérations de capital	310,9
3.3. Dépenses en opérations pour ordre	112,1
4. Solde au 31 décembre (1) + (2) - (3)	1 926,2

Art. 70.04.C. — Budgets agrégés des services de la Communauté à gestion séparée pour les centres P.M.S. de l'Enseignement de la Communauté

	En millions de francs
1. Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	115,1
2. Recettes	
2.1. Recettes en opérations courantes	106,9
2.2. Recettes en opérations de capital	0,1
2.3. Recettes en opérations pour ordre	0,0
3. Dépenses	
3.1. Dépenses en opérations courantes	101,1
3.2. Dépenses en opérations de capital	10,6
3.3. Dépenses en opérations pour ordre	0,0
4. Solde au 31 décembre (1) + (2) - (3)	110,4

Art. 70.20.C. — Etablissements d'instruction ressortissant au Ministère de l'Éducation — Fonds d'exploitation (Ferme de la Faculté des Sciences agronomiques de Gembloux)

	En millions de francs
1. Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	12,7
2. Recettes propres de l'année	8,5
3. Dépenses	8,5
4. Solde au 31 décembre (1) + (2) - (3)	12,7

## TABLEAU IV

## DETTE PUBLIQUE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

(En millions de francs)

		Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
			Crédits d'enga- gement	Crédits d'ordon- nement	
DIVISION ORGANIQUE 30					
Dette directe					
Programme 0	Subsistance administrative . . . . .	12,9	—	—	—
Programme 1	Service de la dette directe . . . . .	6 513,5	—	—	—
Totaux pour la Division organique 30 . . .		6 526,4	—	—	—
DIVISION ORGANIQUE 35					
Dette liée aux investissements immobiliers des institutions universitaires					
Programme 1	Service de la dette indirecte . . . . .	2 608,9	—	—	—
Totaux pour la Division organique 35 . . .		2 608,9	—	—	—
TOTAL TABLEAU IV . . .		9 135,3	—	—	—

## TABLEAU V

## DOTATIONS A LA REGION WALLONNE ET LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE

(En millions de francs)

		Crédits non dissociés	Crédits dissociés		Crédits variables
			Crédits d'enga- gement	Crédits d'ordon- nement	
DIVISION ORGANIQUE 11					
Dotations à la Région wallonne et à la Commission communautaire française					
Programme 1	Dotations à la Région wallonne et à la Commission commu- nautaire française . . . . .	16 495,5	—	—	—
Totaux pour la Division organique 11 . . .		16 495,5	—	—	—
TOTAL TABLEAU V . . .		16 495,5	—	—	—

## VERTALING

N. 95 — 1524

[Mac — 29046]

**22 DECEMBER 1994. — Decreet houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1995 (1)**

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen**

**Artikel 1.** Er worden niet-gesplitste kredieten en gesplitste kredieten, bestemd voor het dekken van de uitgaven van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1995, geopend overeenkomstig de programma's die opgesomd zijn in de bij dit decreet gevoegde tabel en waarvan de synthese hierna vermeld is. Dezelfde tabel geeft de raming op van de uitgaven die in 1995 aan te rekenen zijn ten laste van de veranderlijke kredieten.

## SAMENVATTENDE TABEL

(In miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastleggings-kredieten	Ordonnancerings-kredieten	
Begroting van de Dotatie (tabel 1).....	267,6	—	—	—
Begroting van het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken (tabel 2).....	28 300,2	521,5	658,2	1 398,0
Begroting van het Ministerie Van Onderwijs, Onderzoek en Vorming (tabel 3).....	175 437,1	—	—	4 798,0
Begroting van de Schuld (tabel 4).....	9 135,3	—	—	—
Begroting van de Dotaties aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie.....	16 495,5	—	—	—
Algemeen totaal.....	229 635,7	521,5	658,2	6 196,0

Die kredieten worden opgesomd in de bij dit decreet gevoegde tabellen.

In de artikelen van dit decreet worden de volgende afkortingen gebruikt :

" O.A. " voor " organisatie-afdeling";

" B.A. " voor " basisallocatie ".

**Art. 2.** Lid 3 van artikel 12 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 17 juli 1991, is niet van toepassing voor het begrotingsjaar 1995.

Er kunnen subsidies van facultatieve aard worden toegekend binnen de perken van het voorwerp van de basisallocaties die daartoe op de administratieve begroting uitgetrokken zijn.

**Art. 3.** De vergoedingen wegens begrafenis-kosten alsook de geboortetolagen kunnen op dezelfde wijze worden uitbetaald als de bezoldigingen van de begunstigen.

**Art. 4.** In de loop van het begrotingsjaar 1995 worden de verrichtingen van de diensten met afzonderlijk beheer geraamd op de bedragen vermeld in hun respectievelijke begrotingen gevoegd bij dit decreet.

**Art. 5.** Artikel 45 van de op 17 juli 1991 gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit is niet van toepassing voor het begrotingsjaar 1995 wat de begrotingsfondsen betreft die vermeld zijn in de afzonderlijke secties opgenomen in de hierna vermelde tabellen.

De wijze van beschikking over het tegoed dat vermeld wordt voor die fondsen in de tabellen van de afzonderlijke secties wordt naast het nummer van het artikel of van de littera die betrekking heeft op elk ervan, aangeduid.

De fondsen waarvan de uitgaven voor voorafgaand visum aan het Rekenhof worden voorgelegd, worden door het teken A aangegeven.

De fondsen en rekeningen waarover door toedoen van de Regering wordt beschikt, worden door het teken B aangegeven.

De fondsen en rekeningen waarover rechtstreeks wordt beschikt door de rekenplichtigen die de ontvangsten geboekt hebben, worden door het teken C aangegeven.

**Art. 6.** De gesubsidieerde contractuelen en het personeel dat ressorteert onder het Interdepartementaal Begrotingsfonds worden betaald op de veranderlijke kredieten van de bijgevoegde tabellen, gestijfd door de bijdrage van het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

— wat het ministerie van Cultuur en Sociale Zaken (tabel 2) betreft : O.A. 31, basisallocatie 11.06.01, O.A. 61, basisallocatie 11.05.01 en O.A. 71, basisallocatie 11.08.01;

— wat het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming (tabel 3) betreft : O.A. 40, basisallocatie : 11.04.90, 11.05.90, 11.06.90, 11.07.90, 11.08.90 en 11.09.90.

Ingeval de rekening van deze basisallocaties debet staat, kunnen thesaurievoorschotten toegekend worden binnen de perken van de door de betrokken gewesten toegekende bedragen.

**Art. 7.** De debetrente die voortvloeit uit het beheer van de thesaurie op korte termijn, kan door de kassier van ambtswege worden ontvangen en wordt geregulariseerd ten laste van de algemene uitgavenbegroting.

**Art. 8.** In afwijking van artikel 14, eerste lid, van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, mogen de in de artikelen 12 en 25 bedoelde geldvoorschotten aangewend worden voor het uitkeren van de bezoldigingen, de toelagen en vergoedingen van alle aard ten gunste van het personeel dat door de Gemeenschap wordt bezoldigd, alsook voor het betalen van schuldvorderingen die voortvloeien uit overeenkomsten die 200 000 frank niet overschrijden, met inbegrip van de aankopen van kunstwerken, alsook de hulp-gelden en de toelagen van sociale aard en de subsidies die lager zijn dan 50 000 frank.

Die bedragen kunnen voor sommige rekenplichtigen worden aangepast bij beslissing van de Regering en volgens door haar nader te bepalen regels.

**Art. 9.** De dotaties die bepaald zijn ten voordele van het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie bij toepassing van het decreet II van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, kunnen worden uitbetaald in schijven van maandvoorschotten, volgens de procedure van de vaste uitgaven.

(1) Zitting 1994-1995.

Stukken van de Raad. — Nrs. 4-II, nr.1, Ontwerp van decreet. — Nr. 2, Verslag. — Nrs 3 en 4, Amendementen.

Integrale verslagen. — Bespreking. Vergaderingen van 13 en 14 december 1994. — Aanneming. Vergadering van 14 december 1994.

**Art. 10.** De basisallocaties betreffende de bezoliging en de werking van het personeel dat naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie moet worden overgedragen bij toepassing van het decreet II van 19 juli 1993 kunnen worden gegroepeerd als dotaties aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, mits beraadslaging door de Regering, op de datum van inwerkingtreding van het besluit houdende overdracht van het personeel.

De aldus bepaalde dotaties kunnen worden uitbetaald in schijven van maandvoorschotten volgens de procedure van de vaste uitgaven.

**Art. 11.** De uitgaven met betrekking tot de dienst en de terugbetaling van de schuld van de Franse Gemeenschap kunnen worden gedaan volgens de procedure van de vaste uitgaven.

**Art. 12. § 1.** De kredieten voor de programma's die betrekking hebben op de werkkosten van de administraties - bestaansmiddelenprogramma's genoemd - behelzen :

1° De bezoldigingen en allerhande toelagen van het actief en in beschikbaarheid gesteld personeel, de bezoldigingen of lonen van het hulp-personeel, de toelagen voor hogere en bijzondere functies, de vergoedingen voor arbeidsongevallen - met inbegrip van de uitkering van deze vergoedingen aan leden van de familie van het slachtoffer in geval van overlijden - alsook de verminderde bezoldigingen of lonen van het tijdelijk of hulppersoneel;

2° De bestedige uitgaven voor aankopen van niet-duurzame goederen en van diensten :

— Erelonen van advocaten en geneesheren - Gerechtskosten inzake burgerlijke, administratieve en strafzaken - Presentiegelden, reis- en verblijfkosten van niet tot de Administraties van de Franse Gemeenschap behorende personen - Bezoldigingen van niet tot de Administratie behorende deskundigen en prestaties van derden;

— Verbruikuitgaven met betrekking tot het bezetten van de lokalen - met inbegrip van de uitgaven voor energieverbruik "stookolie, gas, benzine, elektriciteit, kolen" - en uitgaven voor onderhoud. - Bureaustkosten, huur van informatica-uitrustingen, vervoer, belastingen, retributies, publikaties van het departement, beroepsopleiding, kleding en andere kleine bestuursuitgaven;

— Allerhande vergoedingen aan het personeel van de Franse Gemeenschap voor werkelijke lasten en materiële schade, de reiskosten betreffende de dienstreizen en de verzekeringspremies van de afgevaardigden van het departement die zich naar het buitenland begeven, de bijdrage van de Franse Gemeenschap in de prijs van de sociale abonnementen.

3° De uitzonderlijke uitgaven voor aankoop van niet-duurzame goederen en van diensten, waaronder werken en leveringen voor de inrichting van nieuwe lokalen en de verhuiskosten.

4° De huur van onroerende goederen van de verschillende diensten van het departement, met inbegrip van de huurgelden, de bezoldigingen en vergoedingen verschuldigd aan de Regie der Gebouwen.

5° De andere uitgaven met betrekking tot de werking van de diensten waarvan de gedetailleerde omschrijving in de administratieve begroting wordt weergegeven.

6° De uitgaven voor de aankoop van duurzame roerende goederen : machines, meubilair, materieel en vervoermiddelen te land.

§ 2. In afwijking van de artikelen 15 en 22 van de op 17 juli 1991 gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit mogen de basisallocaties 11.03 en 11.04 van de activiteiten 01 met betrekking tot de bezoldigingen en allerhande vergoedingen van het personeel binnen éénzelfde administratieve begroting onder elkaar herverdeeld worden.

Over elk gebruik van deze bepaling zal de Regering beslissen en dit gebruik zal aan de Raad van de Franse Gemeenschap en aan het Rekenhof, met vermelding van de betrokken organisatie-afdelingen, programma's en bedragen zonder verwijl worden medegedeeld.

§ 3. De verdeling over de betrokken basisallocaties van de bedragen ingeschreven in de basisallocaties 01.02.08 van de organisatie-afdeling 31 en 01.01.12 van de organisatie-afdeling 40 zal geschieden bij in Regering overlegd besluit.

## HOOFDSTUK II. — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken

### Sectie 01. — Algemene bepalingen

**Art. 13.** In afwijking van artikel 15 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof mogen geldvoorschotten tot een

maximumbedrag van 15 000 000 frank aan elk van de buitengewone rekenplichtigen worden verleend.

Dit maximumbedrag wordt op 25 000 000 frank gebracht voor de buitengewone rekenplichtigen van de Sector Secretariaat-Generaal en de Sector Infrastructuur.

Voor andere rekenplichtigen kan dit bedrag worden aangepast bij beslissing van de Regering en volgens door haar nader te bepalen regels.

**Art. 14.** De buitengewone rekenplichtige van de Algemene Directie van Cultuur en Communicatie (O.A. 65 - Audiovisuele sector) wordt ertoe gemachtigd betalingen te verrichten ter gelegenheid van opdrachten in het buitenland in het kader van internationale festivals en overeenkomsten, binnen de perken van 500 000 frank.

**Art. 15.** De Minister tot wiens bevoegdheid het Medisch Schooltoezicht behoort, wordt ertoe gemachtigd voorschotten toe te staan inzake medisch schooltoezicht volgens de tijdsindeling en de nader door hem te bepalen regels.

**Art. 16.** De rekenplichtige van de rekening van het veranderlijk krediet 12.33.01 van de organisatie-afdeling 73 (Sportfonds - Activiteiten) wordt ertoe gemachtigd de rekening van het veranderlijk krediet 11.05.01 van de organisatie-afdeling 73 (Sportfonds - Bezoldigingen) te stijven naargelang van zijn beschikbare geldmiddelen.

**Art. 17.** Er kunnen thesaurievoorschotten worden toegekend aan het veranderlijk krediet 11.05.01 van de organisatie-afdeling 73, ten belope van een bedrag dat gelijk is aan ten hoogste één vierde van de jaarlijkse uitgaven met betrekking tot het personeel.

**Art. 18.** De uitgaven verricht ten laste van de basisallocatie 11.02.01 van de organisatie-afdeling 02, van de basisallocatie 33.06.11 van de organisatie-afdeling 25 en van de basisallocatie 33.03.14 van de organisatie-afdeling 33 kunnen de werking van de prestaties van vorige jaren dekken.

**Art. 19.** In afwijking van de artikelen 15 en 22 van de op 17 juli 1991 gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit, mag de Regering de basisallocaties van de programma's 1 en 2 van de organisatie-afdeling 65 herverdelen om een nieuwe allocatie te creëren betreffende de globale dotatie van het Centrum voor de film en de audiovisuele sector.

Elke aanwending van deze bepaling zal zonder verwijl aan de Raad van de Franse Gemeenschap en aan het Rekenhof medegedeeld worden met vermelding van de betrokken programma's en bedragen.

**Art. 20.** Elke vastlegging te bepalen in hoofde van de opening van een kredietlijn voor de verwezenlijking van een meerjarenprogramma van grote investering wordt onderworpen aan het visum van de controleur der vastleggingen en aan het Rekenhof.

## Sectie 02

### TITEL VII. — Instellingen van openbaar nut

**Art. 21.** De begroting van het "Commissariat général aux Relations internationales" voor het begrotingsjaar 1995, gevoegd bij dit decreet, wordt goedgekeurd.

**Art. 22.** De begroting van het "Agence de Prévention du Sida" (Bureau voor Aids-preventie van de Franse Gemeenschap) voor het jaar 1995, gevoegd bij dit decreet, wordt goedgekeurd.

## HOOFDSTUK III

### Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming

#### Sectie 01. — Algemene bepalingen

**Art. 23.** In afwijking van artikel 15 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof :

1. Mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 15 000 000 frank verleend worden aan de buitengewone rekenplichtigen van de administratieve diensten van het departement, van de kabinetten, van de buitendiensten en van de diensten met afzonderlijk beheer.

2. Mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 25 000 000 frank verleend worden aan de buitengewone rekenplichtige van het Economisch afdeling van de "Direction générale des Personnels, des Statuts et de l'Organisation administrative".

3. Mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 25 000 000 frank verleend worden aan de rekenplichtigen van het Schoolgebouwenfonds van de Franse Gemeenschap.

4. Die maxima kunnen voor sommige rekenplichtigen aangepast worden bij beslissing van de Regering van de Franse Gemeenschap.

**Art. 24.** De buitengewone rekenplichtige van de Algemene Directie Basisonderwijs wordt ertoe gemachtigd de bijdrage van de Gemeenschap in het kostgeld van de kinderen, van wie de ouders geen vaste verblijfplaats hebben en die door hun ouders zijn toevertrouwd aan een internaat behorend tot het gesubsidieerd officieel onderwijs of tot het gesubsidieerd vrij onderwijs, door middel van geldvoorschotten te betalen. Bovendien wordt hem machtiging verleend deze bijdrage te betalen in de vorm van driemaandelijke voorschotten.

De buitengewone rekenplichtige van de Algemene Directie Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek mag door middel van voorschotten de reisbeurzen en geldprijzen voor de laureaten van de universitaire wedstrijden betalen en, op dezelfde wijze, de reiskosten van personen die uit het buitenland komen of ernaar toe reizen.

**Art. 25.** De uitgaven die betrekking hebben op de werkings- en uitrustingskosten der op het grondgebied van de Bondsrepubliek Duitsland gevestigde scholen, psycho-medisch-sociale centra en kabinetten voor raadpleging en medische schoolinspectie, en die ter plaatse verwezenlijkt moeten worden door de diensten afhankelijk van Landsverdediging, mogen gedaan worden overeenkomstig de in de Bondsrepubliek geldende regels en het voorwerp zijn van ordonnanties van kredietopening, ongeacht hun bedrag, ten bate van een buitengewoon rekenplichtige aangesteld door de Minister van Landsverdediging, na instemming van de Regering van de Franse Gemeenschap die van hem de rekening voor de aanwending van de voorschotten moet krijgen.

**Art. 26.** In afwijking van artikel 143, 1e lid, van de op 17 juli 1991 gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit kunnen de bevoegde Ministers de verantwoordelijken voor het financieel beheer van de scholen en psycho-medisch-sociale centra met afzonderlijk beheer van de Franse Gemeenschap ertoe machtigen, de roerende voorwerpen waarover ze beschikken, te verkopen indien ze niet meer gebruikt kunnen worden.

**Art. 27.** De niet-gesplitste kredieten op onderstaande basisallocaties mogen uitgaven met betrekking tot de vorige begrotingsjaren dekken : B.A. 11.03, 43.01 en 44.01 van O.A. 56.

**Art. 28.** De uitgaven voor studietoelagen en -leningen worden aangerekend op O.A. 97 en kunnen als vaste uitgaven vereffend worden.

**Art. 29.** De weddetoelagen van de leden van het personeel van het basisonderwijs, secundair onderwijs, niet-universitair hoger onderwijs, buitengewoon onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs en van de psycho-medisch-sociale centra, kunnen als vaste uitgaven vereffend worden.

**Art. 30.** De betaling van voorschotten aan de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers, voor de aan het onderwijzend personeel verschuldigde kinderbijslag en de bijbehorende kosten, kan aangerekend worden op de B.A.'s betreffende de betaling van wedden en weddetoelagen, opgenomen in tabel 3 van deze begroting.

Deze uitgaven kunnen als vaste uitgaven vereffend worden.

**Art. 31.** De toelagen voor de stagemesters in het basisonderwijs mogen aangerekend worden op de B.A.'s van O.A. 51 betreffende de wedden en weddetoelagen van de betrokken netten.

Deze uitgaven kunnen als vaste uitgaven vereffend worden.

**Art. 32.** De terugbetaling i.v.m. de geschillen inzake de inschrijvingsrechten, betaald door de leerlingen en studenten bedoeld in de artikelen 58 e.v. van de wet van 21 juni 1985 betreffende het onderwijs, kunnen aangerekend worden op de B.A.'s betreffende de dotaties of werkingstoelagen voor de inrichtingen die voormelde leerlingen en studenten bezoeken.

**Art. 33.** De wedde van de heer L. D., wiens benoeming als vormingsdirecteur verbroken is, wordt van 12 november 1990 tot 26 december 1992 gehandhaafd. Deze bepaling heeft geen invloed op zijn verhoging in graad of wedde.

**Art. 34.** De op 31 december 1994 geboekte ontvangsten voor het veranderlijk krediet 01.05.73 en 30.01.73 van O.A. 40 en voor het veranderlijk krediet 40.01.51 van O.A. 56 op de begroting 1994 worden overgedragen volgens hun aard of aanwending naar het veranderlijk krediet 01.02.51, 30.01.52, 30.02.52, 30.03.52, 30.04.52 en 30.05.92 van O.A. 40, 30.01.50 van O.A. 56 en 30.01.90 van O.A. 52.

**Art. 35.** De in 1994 verleende toelagen ten laste van B.A. 33.01.02 van O.A. 89 kunnen uitgaven voor het begrotingsjaar 1995 dekken;

#### Sectie 02

#### TITEL IV. — Afzonderlijke sectie

**Art. 36.** De verrichtingen op de begrotingsfondsen in de afzonderlijke sectie van tabel 3 van dit decreet worden geraamd op :

2 478 600 000 fr. voor de ontvangsten;  
2 486 400 000 fr. voor de uitgaven.

**Art. 37.** Artikel 66.48 B "Fonds voor scholing van landbouwers" ontvangt de steungelden van het EOGFL voor financiering van de beroepsopleiding van personen die in de landbouw werkzaam zijn.

**Art. 38.** De uitgaven van het begrotingsfonds voor de schoolgebouwen van de Franse Gemeenschap en van het fonds voor schoolgebouwen van het officieel gesubsidieerd onderwijs gebeuren door toedoen van fondsen geopend in de afzonderlijke sectie van de begroting onder de artikelen 60.53.A en 60.54.A., onder het rechtstreeks en exclusief gezag van de Minister van Onderwijs.

Er wordt voorzien in vastleggingscontrole voor uitgaven m.b.t. het begrotingsfonds voor de schoolgebouwen van de Franse Gemeenschap.

De uitgaven van de in dit artikel bedoelde instellingen gebeuren binnen de perken van de budgettaire middelen waarover ze kunnen beschikken en waarop de uitgaven voor het personeel en voor de algemene en administratieve werking worden aangerekend.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 22 december 1994.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met Ambtenarenzaken, Kinderwelzijn en Gezondheidspromotie,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Hulpverlening aan de Jeugd en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,

E. TOMAS

De Minister van Onderwijs en de Audiovisuele sector,

P. MAHOUX

TABEL I. — Dotatie aan de Raad van de Franse Gemeenschap

		(In miljoenen frank)			
		Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
			Vastleggings-kredieten	Ordonnancerings-kredieten	
<b>ORGANISATIE-AFDELING 10</b>					
Dotatie aan de Raad van de Franse Gemeenschap					
Programma 1	Dotatie aan de Raad van de Franse Gemeenschap.....	267,6	—	—	—
	Totalen voor de Organisatie-Afdeling 10.....	267,6	—	—	—
	Totaal tabel I.....	267,6	—	—	—

TABEL II. — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken

		(In miljoenen frank)			
		Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
			Vastleggings-kredieten	Ordonnancerings-kredieten	
<b>SECTOR KABINETTEN</b>					
<b>VAN DE REGERING VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP</b>					
<b>ORGANISATIE-AFDELING 01. — Kabinet van de Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met Ambtenarenzaken, Kinderwelzijn en Gezondheidspromotie</b>					
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	180,3	—	—	—
	Totalen voor de Afdeling 01.....	180,3	—	—	0,0
<b>ORGANISATIE-AFDELING 02. — Kabinet van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Hulpverlening aan de Jeugd en Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België</b>					
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	210,3	—	—	—
	Totalen voor de Afdeling 02.....	210,3	—	—	0,0
<b>ORGANISATIE-AFDELING 03</b>					
Kabinet van de Minister van Begroting, Cultuur en Sport					
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	125,6	—	—	—
	Totalen voor de Afdeling 03.....	125,6	—	—	0,0
<b>SECTOR GEZONDHEID</b>					
<b>ORGANISATIE-AFDELING 21. — Algemene Zaken</b>					
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	11,3	—	—	—
Programma 1	Diverse toelagen.....	3,5	—	—	—
	Totalen voor de Afdeling 21.....	14,8	—	—	0,0
<b>ORGANISATIE-AFDELING 22. — Preventieve geneeskunde</b>					
Programma 1	Diverse acties.....	82,1	—	—	—
Programma 2	Diverse toelagen en tegemoetkomingen.....	438,9	—	—	—
	Totalen voor de Afdeling 22.....	521,0	—	—	0,0
<b>ORGANISATIE-AFDELING 24. — Medisch schooltoezicht</b>					
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	550,5	—	—	—
	Totalen voor de Afdeling 24.....	550,5	—	—	0,0

(In miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastleggings-kredieten	Ordonnancerings-kredieten	
<b>ORGANISATIE-AFDELING 25. — Kind</b>				
Programma 1 Toelagen.....	4 432,9	—	—	—
Fonds tot toekenning van toelagen voor vakantiecentra (A)				
— Saldo op 1 januari 1995.....	—	—	—	—
— Ontvangsten van het lopende jaar.....	—	—	—	0,0
— Beschikbaar tijdens het jaar 1995.....	—	—	—	0,0
— Uitgaven van het lopende jaar.....	—	—	—	0,0
— Saldo op 31 december 1995.....	—	—	—	—
Totalen voor de Afdeling 25.....	4 432,9	—	—	0,0
<b>SECTOR SECRETARIAAT-GENERAAL</b>				
<b>ORGANISATIE-AFDELING 31. — Algemene Zaken</b>				
Programma 0 Bestaansmiddelen.....	3 406,5	—	—	—
Fonds bestemd voor de bezoldiging van de gesubsidieerde contractuelen tewerkgesteld bij het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken (A)				
— Saldo per 1 januari 1995.....	—	—	—	—
— Ontvangsten van het lopende jaar.....	—	—	—	50,0
— Beschikbaar voor 1995.....	—	—	—	50,0
— Uitgaven van het lopende jaar.....	—	—	—	50,0
— Saldo per 31 december 1995.....	—	—	—	—
Programma 1 Diverse toelagen.....	1 194,8	—	—	—
Totalen voor de Afdeling 31.....	4 601,3	—	—	50,0
<b>ORGANISATIE-AFDELING 32. — Economaat</b>				
Programma 0 Bestaansmiddelen.....	297,0	—	—	—
Totalen voor de Afdeling 32.....	297,0	—	—	0,0
<b>ORGANISATIE-AFDELING 33</b>				
<b>Hulpverlening aan de Jeugd</b>				
Programma 0 Bestaansmiddelen.....	133,0	—	—	—
Programma 1 Jongeren in gevaar en jonge delinquenten.....	5 397,3	—	—	—
Fonds bestemd voor de subsidiëring van acties en maatregelen inzake hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming (A)				
— Saldo per 1 januari 1995.....	—	—	—	—
— Ontvangsten van het lopende jaar.....	—	—	—	180,0
— Beschikbaar voor 1995.....	—	—	—	180,0
— Uitgaven van het lopende jaar.....	—	—	—	180,0
— Saldo per 31 december 1995.....	—	—	—	—
Totalen voor de Afdeling 33.....	5 530,3	—	—	180,0
<b>SECTOR INFRASTRUCTUUR</b>				
<b>ORGANISATIE-AFDELING 38. — Infrastructuur</b>				
Programma 0 Bestaansmiddelen.....	0,3	—	—	—
Programma 1 Onderhoudswerken en beheer.....	3,5	—	—	—
Programma 2 Diverse lasten, interesten en aflossing van leningen.....	26,5	—	—	—
Programma 3 Investerings- en toelagen voor investeringen.....	33,0	521,5	658,2	—
Totalen voor de Afdeling 38.....	63,3	521,5	658,2	0,0

(In miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastleggings-kredieten	Ordonnancerings-kredieten	
<b>SECTOR SOCIALE ZAKEN</b>				
<b>ORGANISATIE-AFDELING 43</b>				
Gespecialiseerde maatschappelijke hulpverlening				
Programma 1	Delinkwenten en sociaal gehandicapten.....	161.8	—	—
	Totalen voor de Afdeling 43.....	161.8	—	—
<b>SECTOR CULTUUR EN COMMUNICATIE</b>				
<b>ORGANISATIE-AFDELING 61. — Algemene Zaken</b>				
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	134.9	—	—
	Fonds bestemd voor de uitvoering van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de non-profit sector (sector cultuur) (A):			
	— Saldo op 1 januari 1995.....	—	—	450,0
	— Ontvangsten van het lopende jaar.....	—	—	450,0
	— Beschikbaar tijdens het jaar 1995.....	—	—	450,0
	— Uitgaven van het lopende jaar.....	—	—	—
	— Saldo op 31 december 1995.....	—	—	—
	Fonds voor wederbelegging van de vergoedingen voor schade toegebracht aan het uitgeleend materiaal en van de opbrengst van de betaalleningen (A)			
	— Saldo op 1 januari 1995.....	—	—	—
	— Ontvangsten van het lopende jaar.....	—	—	8,0
	— Beschikbaar tijdens het jaar 1995.....	—	—	8,0
	— Uitgaven van het lopende jaar.....	—	—	8,0
	— Saldo op 31 december 1995.....	—	—	—
Programma 1	Diverse initiatieven en tegemoetkomingen.....	128.3	—	—
	Fonds voor gemeenschappelijke acties van de Executieve met de steun van het Impulsfonds voor het migrantenbeleid (C)			
	— Saldo op 1 januari 1995.....	—	—	—
	— Ontvangsten van het lopende jaar.....	—	—	0,0
	— Beschikbaar tijdens het jaar 1995.....	—	—	0,0
	— Uitgaven voor het lopende jaar.....	—	—	0,0
	— Saldo op 31 december 1995.....	—	—	—
	Exploitatiefonds van het cultureel centrum "Marcel Hicter" te La Marlagne (C)			
	— Saldo op 1 januari 1995.....	—	—	—
	— Ontvangsten van het lopende jaar.....	—	—	16,0
	— Beschikbaar tijdens het jaar 1995.....	—	—	16,0
	— Uitgaven voor het lopende jaar.....	—	—	16,0
	— Saldo op 31 december 1995.....	—	—	—
	Fonds voor de beheerdienst van het centrum voor socio-culturele vorming van Rossignol (C)			
	— Saldo op 1 januari 1995.....	—	—	—
	— Ontvangsten van het lopende jaar.....	—	—	3,0
	— Beschikbaar tijdens het jaar 1995.....	—	—	3,0
	— Uitgaven voor het lopende jaar.....	—	—	3,0
	— Saldo op 31 december 1995.....	—	—	—
	Fonds voor de beheerdienst van het centrum voor socio-culturele vorming van Séroule (C)			
	— Saldo op 1 januari 1995.....	—	—	—
	— Ontvangsten van het lopende jaar.....	—	—	2,0
	— Beschikbaar tijdens het jaar 1995.....	—	—	2,0
	— Uitgaven voor het lopende jaar.....	—	—	2,0
	— Saldo op 31 december 1995.....	—	—	—



(In miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastleggings-kredieten	Ordonnancerings-kredieten	
<b>Fonds voor de culturele acties (B)</b>				
— Saldo op 1 januari 1995.....	—	—	—	—
— Ontvangsten van het lopende jaar.....	—	—	—	0,0
— Beschikbaar tijdens het jaar 1995.....	—	—	—	0,0
— Uitgaven van het lopende jaar.....	—	—	—	0,0
— Saldo op 31 december 1995.....	—	—	—	—
<b>Stichtingen, giften, legaten en prijzen (B)</b>				
— Saldo op 1 januari 1995.....	—	—	—	—
— Ontvangsten van het lopende jaar.....	—	—	—	0,0
— Beschikbaar tijdens het jaar 1995.....	—	—	—	0,0
— Uitgaven van het lopende jaar.....	—	—	—	0,0
— Saldo op 31 december 1995.....	—	—	—	—
Programma 2 Culturele centra.....	394,8	—	—	—
Programma 3 Steun voor de Franstalige verenigingen van de gemeenten met een speciale taalregeling.....	10,5	—	—	—
Totalen voor de Afdeling 61.....	668,5	—	—	479,0
<b>ORGANISATIE-AFDELING 62</b>				
Bevordering van de podiumkunsten				
Programma 1 Diverse initiatieven en tegemoetkomingen.....	75,2	—	—	—
Programma 2 Toezelkunst.....	892,5	—	—	—
Programma 3 Muziek.....	722,0	—	—	—
Programma 4 Danskunst.....	136,8	—	—	—
Totalen voor de Afdeling 62.....	1 826,5	—	—	0,0
<b>ORGANISATIE-AFDELING 63. — Boekwezen</b>				
Programma 1 Openbare lektuurvoorziening.....	335,4	—	—	—
<b>Fonds voor de centra voor openbare lektuurvoorziening van de Franse Gemeenschap en voor de centrale openbare bibliotheek van de Franse Gemeenschap (C)</b>				
— Saldo op 1 januari 1995.....	—	—	—	—
— Ontvangsten van het lopende jaar.....	—	—	—	2,2
— Beschikbaar tijdens het jaar 1995.....	—	—	—	2,2
— Uitgaven voor het lopende jaar.....	—	—	—	2,2
— Saldo op 31 december 1995.....	—	—	—	—
Programma 2 Franse letteren.....	91,3	—	—	—
Programma 3 Endogene letteren.....	2,0	—	—	—
Programma 4 Franse taal.....	8,8	—	—	—
Programma 5 Bevordering van het boekwezen.....	8,0	—	—	—
<b>Fonds voor het uitgeven van boeken (B)</b>				
— Saldo op 1 januari 1995.....	—	—	—	—
— Ontvangsten van het lopende jaar.....	—	—	—	8,0
— Beschikbaar tijdens het jaar 1995.....	—	—	—	8,0
— Uitgaven voor het lopende jaar.....	—	—	—	8,0
— Saldo op 31 december 1995.....	—	—	—	—
<b>Fonds voor steun aan de verspreiding (B)</b>				
— Saldo op 1 januari 1995.....	—	—	—	—
— Ontvangsten van het lopende jaar.....	—	—	—	0,4
— Beschikbaar tijdens het jaar 1995.....	—	—	—	0,4
— Uitgaven voor het lopende jaar.....	—	—	—	0,4
— Saldo op 31 december 1995.....	—	—	—	—
Totalen voor de Afdeling 63.....	445,5	—	—	10,6
<b>ORGANISATIE-AFDELING 64</b>				
Jeugd en permanente opvoeding				
Programma 1 Diverse initiatieven en tegemoetkomingen.....	0,5	—	—	—
Programma 2 Jeugd.....	375,8	—	—	—
Programma 3 Permanente opvoeding.....	629,5	—	—	—

(In miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastleggings-kredieten	Ordonnancerings-kredieten	
Programma 4 Socio-culturele activiteiten.....	47,3	—	—	—
Fonds voor socio-culturele vorming (C)				
— Saldo op 1 januari 1995.....	—	—	—	—
— Ontvangsten van het lopende jaar.....	—	—	—	0,3
— Beschikbaar tijdens het jaar 1995.....	—	—	—	0,3
— Uitgaven van het lopende jaar.....	—	—	—	0,3
— Saldo op 31 december 1995.....	—	—	—	—
Totalen voor de Afdeling 64.....	1 053,1	—	—	0,3
ORGANISATIE-AFDELING 65. — Audiovisuele sector				
Programma 0 Bestaansmiddelen.....	0,8	—	—	—
Programma 1 Diverse initiatieven en tegemoetkomingen.....	18,4	—	—	—
Programma 2 Film en video.....	511,2	—	—	—
Programma 3 Radio en televisie.....	6 371,0	—	—	—
Steunfonds voor creatie op radio (B)				
— Saldo op 1 januari 1995.....	—	—	—	—
— Ontvangsten van het lopende jaar.....	—	—	—	7,5
— Beschikbaar tijdens het jaar 1995.....	—	—	—	7,5
— Uitgaven van het lopende jaar.....	—	—	—	7,5
— Saldo op 31 december 1995.....	—	—	—	—
Programma 4 Pers.....	40,9	—	—	—
Fonds voor ontwikkeling van de geschreven pers (A)				
— Saldo op 1 januari 1995.....	—	—	—	—
— Ontvangsten van het lopende jaar.....	—	—	—	150,0
— Beschikbaar tijdens het jaar 1995.....	—	—	—	150,0
— Uitgaven van het lopende jaar.....	—	—	—	150,0
— Saldo op 31 december 1995.....	—	—	—	—
Totalen voor de Afdeling 65.....	6 942,3	—	—	157,5
ORGANISATIE-AFDELING 66				
Patrimonium en beeldende kunsten				
Programma 0 Bestaansmiddelen.....	27,1	—	—	—
Programma 1 Diverse uitgaven en toelagen.....	185,2	—	—	—
Totalen voor de Afdeling 66.....	212,3	—	—	0,0
SECTOR SPORT				
ORGANISATIE-AFDELING 71. — Algemene zaken				
Programma 0 Bestaansmiddelen.....	60,0	—	—	—
Fonds bestemd voor de uitvoering van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de non-profit sector (sector sport) (A)				
— Saldo op 1 januari 1995.....	—	—	—	—
— Ontvangsten van het lopende jaar.....	—	—	—	2,6
— Beschikbaar tijdens het jaar 1995.....	—	—	—	2,6
— Uitgaven van het lopende jaar.....	—	—	—	2,6
— Saldo op 31 december 1995.....	—	—	—	—
Totalen voor de Afdeling 71.....	60,0	—	—	2,6

(In miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastleggings-kredieten	Ordonnerings-kredieten	
<b>ORGANISATIE-AFDELING 73</b>				
Lichamelijke opvoeding en sport				
Programma 0 Bestaansmiddelen.....	27	—	—	—
Sportfonds- Bezoldigingen (A)				
— Saldo op 1 januari 1995.....	—	—	—	—
— Ontvangsten van het lopende jaar.....	—	—	—	165,5
— Beschikbaar tijdens het jaar 1995.....	—	—	—	165,5
— Uitgaven van het lopende jaar.....	—	—	—	165,5
— Saldo op 31 december 1995.....	—	—	—	—
Sportfonds - Activiteiten (C)				
— Saldo op 1 januari 1995.....	—	—	—	—
— Ontvangsten van het lopende jaar.....	—	—	—	352,5
— Beschikbaar tijdens het jaar 1995.....	—	—	—	352,5
— Uitgaven van het lopende jaar.....	—	—	—	352,5
— Saldo op 31 december 1995.....	—	—	—	—
Programma 1 Onderzoek en ontwikkeling.....	21,5	—	—	—
Programma 2 Diverse toelagen.....	339,5	—	—	—
Totalen voor de Afdeling 73.....	363,7	—	—	518,0
<b>ORGANISATIE-AFDELING 74. — Externe sportdiensten</b>				
Programma 1 Diverse initiatieven.....	39,2	—	—	—
Totalen voor de Afdeling 74.....	39,2	—	—	0,0
Totaal Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.....	28 300,2	521,5	658,2	1 398,0

## Afzonderlijke sectie

(In miljoenen frank)

Artikel	Wijze van beschikking	Teksten	Saldo op 1 januari 1995	Ontvangsten van het jaar	Uitgaven van het jaar	Saldo op 31 december 1995
<b>SECTOR SOCIALE ZAKEN</b>						
<b>SECTIE I. — Uitgaven van de Franse Gemeenschap op inkomsten met speciale bestemming</b>						
66.07	A	Uitvoering van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de non-profit sector - Hulpverlening aan gezinnen. (Er mogen thesaurievoorschotten toegekend worden binnen de perken van de totale bedragen van de overeenkomsten betreffende de sector en bedoeld in artikel 9 van het bovengenoemd koninklijk besluit nr. 25).....	—	—	—	—
Totalen voor sectie I.....			—	—	—	—
Totalen voor de sector Sociale Zaken.....			—	—	—	—

## DIENST MET AFZONDERLIJK BEHEER

Art. 70.05.B Centrum voor de film en de audiovisuele sector (\*)

1. Saldo op 1 januari 1995 —
2. Ontvangsten van het jaar —
3. Uitgaven van het jaar —
4. Saldo op 31 december 1995 —

(\*) De bovenvermelde dienst met afzonderlijk beheer van de Franse Gemeenschap moet worden georganiseerd volgens bij een decreet te treffen bepalingen vervat in een aan de Raad voorgelegd ontwerp van decreet.

TABEL III. — Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming

		(In miljoenen frank)			
		Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
			Vastleggings-kredieten	Ordonnancerings-kredieten	
<b>ORGANISATIE-AFDELING 05</b>					
Kabinet van de Minister van Onderwijs					
Programma 0	Werking van het Kabinet.....	127,8	—	—	—
Programma 1	Informatisering - Kosten voor eerste inrichting.....	—	—	—	—
Totalen voor de Afdeling 05.....		127,8	—	—	—
<b>ORGANISATIE-AFDELING 40</b>					
Secretariaat-generaal en gemeenschappelijke diensten					
Programma 0	Bestaansmiddelen bestuur.....	1 023,4	—	—	—
Organiek fonds : leningskas voor personeelsleden (C)					
— Saldo op 1 januari 1995.....					
— Ontvangsten lopend jaar.....					
— Beschikbaar voor 1995.....					
— Uitgaven lopend jaar.....					
— Saldo op 31 december 1995.....					
Programma 1	Provisie voor diverse lasten.....	1 140,4	—	—	—
Programma 2	Cel modernisering en opleiding.....	2,0	—	—	—
Programma 3	Statistieken en documentatiecentrum.....	13,5	—	—	—
Programma 4	Secretariaat-generaal, interministeriële cel Thesaurie en Begroting.....	31,5	—	—	—
Programma 5	Netoverschrijdende activiteit - "ZEP" - "FIPI" - Stichtingen - Legaten en prijzen - Diversen.....	106,3	—	—	—
Impulsfonds migrantenbeleid (A)					
— Saldo op 1 januari 1995.....					
— Ontvangsten lopend jaar.....					
— Beschikbaar voor 1995.....					
— Uitgaven lopend jaar.....					
— Saldo op 31 december 1995.....					
Fonds voor beroepsopleiding en wederinschakeling in het beroepsleven - Onderwijs met beperkt leerplan (C)					
— Saldo op 1 januari 1995.....					
— Ontvangsten lopend jaar.....					
— Beschikbaar voor 1995.....					
— Uitgaven lopend jaar.....					
— Saldo op 31 december 1995.....					
Fonds voor beroepsopleiding en wederinschakeling in het beroepsleven - Onderwijs voor sociale promotie (C)					
— Saldo op 1 januari 1995.....					
— Ontvangsten lopend jaar.....					
— Beschikbaar voor 1995.....					
— Uitgaven lopend jaar.....					
— Saldo op 31 december 1995.....					
Fonds voor beroepsopleiding en wederinschakeling in het beroepsleven - Culturele zaken (C)					
— Saldo op 1 januari 1995.....					
— Ontvangsten lopend jaar.....					
— Beschikbaar voor 1995.....					
— Uitgaven lopend jaar.....					
— Saldo op 31 december 1995.....					
Fonds voor beroepsopleiding en wederinschakeling in het beroepsleven - COCOF (C)					
— Saldo op 1 januari 1995.....					
— Ontvangsten lopend jaar.....					
— Beschikbaar voor 1995.....					
— Uitgaven lopend jaar.....					
— Saldo op 31 december 1995.....					

(In miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastleggings-kredieten	Ordonnancerings-kredieten	
<b>Fonds voor beroepsopleiding en wederinschakeling in het beroepsleven - Waals Gewest (C)</b>				
— Saldo op 1 januari 1995.....	—	—	—	—
— Ontvangsten lopend jaar.....	—	—	—	1 550,0
— Beschikbaar voor 1995.....	—	—	—	1 550,0
— Uitgaven lopend jaar.....	—	—	—	1 550,0
— Saldo op 31 december 1995.....	—	—	—	—
<b>Fonds voor betaling van prijzen aan scholen met afzonderlijk beheer en tenlasteneming van de rente van financiële beleggingen en van de kosten voor beheer en wederbelegging (B)</b>				
— Saldo op 1 januari 1995.....	—	—	—	—
— Ontvangsten lopend jaar.....	—	—	—	1,0
— Beschikbaar voor 1995.....	—	—	—	1,0
— Uitgaven lopend jaar.....	—	—	—	1,0
— Saldo op 31 december 1995.....	—	—	—	—
Programma 6 Rechtskundige dienst en vertaaldienst.....	21,1	—	—	—
Programma 7 Medewerking aan internationale instellingen - Diversen.....	120,8	—	—	—
Programma 8 CIV en drukkerij.....	269,6	—	—	—
Programma 9 Allerhande initiatieven van het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest inzake tewerkstelling				
<b>Fonds voor de bezoldiging van gesubsidieerde contractuelen - Basisonderwijs (B)</b>				
— Saldo op 1 januari 1995.....	—	—	—	—
— Ontvangsten lopend jaar.....	—	—	—	741,1
— Beschikbaar voor 1995.....	—	—	—	741,1
— Uitgaven lopend jaar.....	—	—	—	741,1
— Saldo op 31 december 1995.....	—	—	—	—
<b>Fonds voor de bezoldiging van gesubsidieerde contractuelen - Buitengewoon onderwijs (B)</b>				
— Saldo op 1 januari 1995.....	—	—	—	—
— Ontvangsten lopend jaar.....	—	—	—	89,5
— Beschikbaar voor 1995.....	—	—	—	89,5
— Uitgaven lopend jaar.....	—	—	—	89,5
— Saldo op 31 december 1995.....	—	—	—	—
<b>Fonds voor de bezoldiging van gesubsidieerde contractuelen - Onderwijs voor sociale promotie (B)</b>				
— Saldo op 1 januari 1995.....	—	—	—	—
— Ontvangsten lopend jaar.....	—	—	—	21,0
— Beschikbaar voor 1995.....	—	—	—	21,0
— Uitgaven lopend jaar.....	—	—	—	21,0
— Saldo op 31 december 1995.....	—	—	—	—
<b>Fonds voor de bezoldiging van gesubsidieerde contractuelen - Secundair onderwijs (B)</b>				
— Saldo op 1 januari 1995.....	—	—	—	—
— Ontvangsten lopend jaar.....	—	—	—	289,6
— Beschikbaar voor 1995.....	—	—	—	289,6
— Uitgaven lopend jaar.....	—	—	—	289,6
— Saldo op 31 december 1995.....	—	—	—	—
<b>Fonds voor de bezoldiging van gesubsidieerde contractuelen - NUHO (B)</b>				
— Saldo op 1 januari 1995.....	—	—	—	—
— Ontvangsten lopend jaar.....	—	—	—	69,4
— Beschikbaar voor 1995.....	—	—	—	69,4
— Uitgaven lopend jaar.....	—	—	—	69,4
— Saldo op 31 december 1995.....	—	—	—	—
<b>Fonds voor de bezoldiging van gesubsidieerde contractuelen - Secretariaat-generaal en gemeenschappelijke diensten (B)</b>				
— Saldo op 1 januari 1995.....	—	—	—	—
— Ontvangsten lopend jaar.....	—	—	—	32,3
— Beschikbaar voor 1995.....	—	—	—	32,3
— Uitgaven lopend jaar.....	—	—	—	32,3
— Saldo op 31 december 1995.....	—	—	—	—
<b>Totalen voor de Afdeling 40.....</b>	<b>2 728,6</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>4 278,0</b>

(In miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastleggings-kredieten	Ordonnancings-kredieten	
<b>ORGANISATIE-AFDELING 51. — Basisonderwijs</b>				
Programma 0	Bestaansmiddelen bestuur.....	149,9	—	—
Programma 1	Bestaansmiddelen inspectie.....	303,4	—	—
Programma 2	Werking kleuterscholen van de Gemeenschap.....	1 062,9	—	—
Programma 3	Werking van de officiële gesubsidieerde kleuterscholen.....	6 411,4	—	—
Programma 4	Werking van de vrije gesubsidieerde kleuterscholen.....	4 774,3	—	—
Programma 5	Werking van de lagere scholen van de Gemeenschap.....	3 693,5	—	—
Programma 6	Werking van de officiële gesubsidieerde lagere scholen.....	13 783,5	—	—
Programma 7	Werking van de vrije gesubsidieerde lagere scholen.....	12 066,1	—	—
Programma 8	Bestrijding van de mislukkingen op school - Allerlei toelagen.....	400,0	—	—
	<b>Totalen voor de Afdeling 51.....</b>	<b>42 645,0</b>	<b>—</b>	<b>0,0</b>
<b>ORGANISATIE-AFDELING 52. — Secundair onderwijs</b>				
Programma 0	Bestaansmiddelen bestuur.....	236,1	—	—
Programma 1	Bestaansmiddelen inspectie.....	202,9	—	—
Programma 2	Werking Gemeenschapsscholen met volledig leerplan.....	22 793,3	—	—
Programma 3	Werking officiële gesubsidieerde scholen met volledig leerplan.....	13 777,4	—	—
Programma 4	Werking vrije gesubsidieerde scholen met volledig leerplan.....	36 232,0	—	—
Programma 5	Werking Gemeenschapsscholen met beperkt leerplan.....	119,7	—	—
Programma 6	Werking officiële gesubsidieerde scholen met beperkt leerplan.....	70,7	—	—
Programma 7	Werking vrije gesubsidieerde scholen met beperkt leerplan.....	307,3	—	—
Programma 8	Bestrijding van de mislukkingen op school.....	374,9	—	—
Programma 9	Actie Europees sociaal fonds (B)	—	—	—
	<b>Interventiefonds ESF (B)</b>			
	— Saldo op 1 januari 1995.....	—	—	—
	— Ontvangsten lopend jaar.....	—	—	100,0
	— Beschikbaar voor 1995.....	—	—	100,0
	— Uitgaven lopend jaar.....	—	—	100,0
	— Saldo op 31 december 1995.....	—	—	—
	<b>Totalen voor de Afdeling 52.....</b>	<b>74 114,3</b>	<b>—</b>	<b>100,0</b>
<b>ORGANISATIE-AFDELING 53</b> Buitengewoon onderwijs				
Programma 0	Bestaansmiddelen bestuur.....	48,2	—	—
Programma 1	Bestaansmiddelen inspectie.....	29,8	—	—
Programma 2	Werking Gemeenschapsscholen.....	3 234,1	—	—
Programma 3	Werking officiële gesubsidieerde scholen.....	2 372,5	—	—
Programma 4	Werking vrije gesubsidieerde scholen.....	4 546,9	—	—
	<b>Totalen voor de Afdeling 53.....</b>	<b>10 231,5</b>	<b>—</b>	<b>0,0</b>
<b>ORGANISATIE-AFDELING 54. — Universitair onderwijs</b>				
Programma 0	Bestaansmiddelen bestuur.....	55,2	—	—
Programma 1	Universiteiten van de Gemeenschap.....	5 382,7	—	—
Programma 2	Vrije universiteiten.....	11 717,3	—	—
Programma 3	Toezicht over de universiteiten.....	21,3	—	—
Programma 4	Allerhande toelagen.....	8,5	—	—
Programma 5	Universitair onderwijs.....	72,9	—	—
	<b>Totalen voor de Afdeling 54.....</b>	<b>17 257,9</b>	<b>—</b>	<b>0,0</b>
<b>ORGANISATIE-AFDELING 55</b> Niet-universitair hoger onderwijs				
Programma 0	Bestaansmiddelen bestuur.....	42,4	—	—
Programma 1	Bestaansmiddelen inspectie.....	2,2	—	—
Programma 2	Werking Gemeenschapsscholen van het lange type.....	872,4	—	—
Programma 3	Werking officiële gesubsidieerde scholen van het lange type.....	590,9	—	—
Programma 4	Werking vrije gesubsidieerde scholen van het lange type.....	1 283,7	—	—

(In miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastleggings-kredieten	Ordonnancerings-kredieten	
Programma 5 Werking Gemeenschapsscholen van het korte type.....	1 917,0	—	—	—
Programma 6 Werking officiële gesubsidieerde scholen van het korte type.....	2 370,1	—	—	—
Programma 7 Werking vrije gesubsidieerde scholen van het korte type.....	3 429,1	—	—	—
Programma 8 Niet-universitair hoger onderwijs.....	35,0	—	—	—
<b>Totalen voor de Afdeling 55.....</b>	<b>10 542,8</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>0,0</b>
<b>ORGANISATIE-AFDELING 56</b>				
Onderwijs voor sociale promotie				
Programma 0 Bestaansmiddelen bestuur.....	56,6	—	—	—
Programma 1 Bestaansmiddelen inspectie.....	22,6	—	—	—
Programma 2 Werking Gemeenschapsscholen.....	962,3	—	—	—
Fonds voor aanwending van de ontvangsten voortvloeiend uit de toepassing van de artikelen 114 en 115 van het decreet van 16 april 1991 (B)				
— Saldo op 1 januari 1995.....	—	—	—	—
— Ontvangsten lopend jaar.....	—	—	—	10,0
— Beschikbaar voor 1995.....	—	—	—	10,0
— Uitgaven lopend jaar.....	—	—	—	10,0
— Saldo op 31 december 1995.....	—	—	—	—
Programma 3 Werking officiële gesubsidieerde scholen.....	1 627,1	—	—	—
Fonds voor de aanwending van de ontvangsten voortvloeiend uit de toepassing van de artikelen 114 en 115 van het decreet van 16 april 1991 (B)				
— Saldo op 1 januari 1995.....	—	—	—	—
— Ontvangsten lopend jaar.....	—	—	—	5,0
— Beschikbaar voor 1995.....	—	—	—	5,0
— Uitgaven lopend jaar.....	—	—	—	5,0
— Saldo op 31 december 1995.....	—	—	—	—
Programma 4 Werking vrije gesubsidieerde scholen.....	998,7	—	—	—
Fonds voor de aanwending van de ontvangsten voortvloeiend uit de toepassing van de artikelen 114 en 115 van het decreet van 16 april 1991 (B)				
— Saldo op 1 januari 1995.....	—	—	—	—
— Ontvangsten lopend jaar.....	—	—	—	9,4
— Beschikbaar voor 1995.....	—	—	—	9,4
— Uitgaven lopend jaar.....	—	—	—	9,4
— Saldo op 31 december 1995.....	—	—	—	—
Programma 5 Actie Europees Sociaal Fonds.....	—	—	—	—
Interventiefonds ESF (B)				
— Saldo op 1 januari 1995.....	—	—	—	—
— Ontvangsten lopend jaar.....	—	—	—	286,6
— Beschikbaar voor 1995.....	—	—	—	286,6
— Uitgaven lopend jaar.....	—	—	—	286,6
— Saldo op 31 december 1995.....	—	—	—	—
<b>Totalen voor de Afdeling 56.....</b>	<b>3 667,3</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>311,0</b>
<b>ORGANISATIE-AFDELING 82. — Vorming</b>				
Programma 0 Bestaansmiddelen bestuur.....	255,2	—	—	—
Programma 1 Allerhande initiatieven - Opleiding arbeiders en bedienden.....	—	—	—	—
Programma 2 Allerhande toelagen - Opleiding arbeiders en bedienden.....	—	—	—	—
Programma 3 Allerhande initiatieven - Opleiding van zelfstandigen.....	—	—	—	—
Programma 4 Allerhande toelagen - Opleiding van zelfstandigen.....	—	—	—	—
<b>Totalen voor de Afdeling 82.....</b>	<b>255,2</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>0,0</b>
<b>ORGANISATIE-AFDELING 83. — Kunstonderwijs</b>				
Programma 0 Bestaansmiddelen bestuur.....	36,6	—	—	—
Programma 1 Allerhande initiatieven en toelagen.....	16,7	—	—	—
Programma 2 Werking Gemeenschapsscholen.....	820,6	—	—	—
Programma 3 Werking officiële gesubsidieerde scholen.....	2 488,5	—	—	—
Programma 4 Werking vrije gesubsidieerde scholen.....	813,3	—	—	—
<b>Totalen voor de Afdeling 83.....</b>	<b>4 175,7</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>0,0</b>

(In miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastleggings-kredieten	Ordonnancerings-kredieten	
<b>ORGANISATIE-AFDELING 89. — Schoolgebouwen</b>				
Programma 0 Werking van het Fonds voor schoolgebouwen en van de instellingen die in de plaats treden van het Nationaal Waarborgfonds.....	2 421,0	—	—	—
Fonds bestemd voor de uitbetaling van de bezoldiging van de personeelsleden van het "Fonds de garantie des Bâtiments scolaires (B)				
— Saldo op 1 januari 1995.....	—	—	—	—
— Ontvangsten lopend jaar.....	—	—	—	37,0
— Beschikbaar voor 1995.....	—	—	—	37,0
— Uitgaven lopend jaar.....	—	—	—	37,0
— Saldo op 31 december 1995.....	—	—	—	—
Totalen voor de Afdeling 89.....	2 421,0	—	—	37,0
<b>ORGANISATIE-AFDELING 91 Dienst leerlingenvervoer</b>				
Programma 0 Bestaansmiddelen bestuur.....	—	—	—	—
Programma 1 Vervoer in het Gemeenschapsonderwijs.....	93,5	—	—	—
Totalen voor de Afdeling 91.....	93,5	—	—	0,0
<b>ORGANISATIE-AFDELING 92 Organisatie van het Onderwijs</b>				
Programma 0 Bestaansmiddelen bestuur.....	125,7	—	—	—
Programma 1 Bestaansmiddelen inspectie.....	6,8	—	—	—
Programma 2 Organisatie van het onderwijs - Structuren - Leerplannen - Opleiding, onderzoek en voorlichting - Inrichtingen van de Franse Gemeenschap.....	118,4	—	—	—
Programma 3 Netoverschrijdende activiteiten - Onderzoek.....	73,5	—	—	—
Programma 4 Organisatie van het onderwijs - Technisch en vormingscentrum van het personeel van de Franse Gemeenschap - Onderwijsmedia en buitenschoolse activiteiten - Inrichtingen van de Franse Gemeenschap.....	107,8	—	—	—
Programma 5 Openluchtcentra Franse Gemeenschap (p.m.).....	—	—	—	—
Programma 6 Netoverschrijdende activiteiten (p.m.).....	—	—	—	—
Totalen voor de Afdeling 92.....	432,2	—	—	0,0
<b>ORGANISATIE-AFDELING 93. — PMS-centra</b>				
Programma 0 Bestaansmiddelen bestuur.....	14,9	—	—	—
Programma 1 Bestaansmiddelen inspectie.....	12,8	—	—	—
Programma 2 Werking PMS-centra van de Gemeenschap.....	824,8	—	—	—
Programma 3 Werking officiële gesubsidieerde centra.....	623,6	—	—	—
Programma 4 Werking vrije gesubsidieerde PMS-centra.....	901,3	—	—	—
Totalen voor de Afdeling 93.....	2 377,4	—	—	0,0
<b>ORGANISATIE-AFDELING 94. — "Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique"</b>				
Programma 0 Bestaansmiddelen bestuur.....	26,0	—	—	—
Programma 1 Allerhande toelagen.....	12,2	—	—	—
Totalen voor de Afdeling 94.....	38,2	—	—	0,0



(In miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastleggings-kredieten	Ordonnancerings-kredieten	
<b>ORGANISATIE-AFDELING 95</b> Wetenschappelijk Onderzoek				
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	74	—	—
Programma 1	Toelagen VZW of gelijkgesteld.....	19,0	—	—
Programma 2	Allerhande toelagen.....	468,8	—	—
Programma 3	Wetenschappelijk Onderzoek.....	2 427,1	—	—
Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek (B)				
	— Saldo op 1 januari 1995.....	—	—	—
	— Ontvangsten lopend jaar.....	—	—	0,0
	— Beschikbaar voor 1995.....	—	—	0,0
	— Uitgaven lopend jaar.....	—	—	0,0
	— Saldo op 31 december 1995.....	—	—	—
	Totalen voor de Afdeling 95.....	2 922,3	—	0,0
<b>ORGANISATIE-AFDELING 96. — Afstandsonderwijs</b>				
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	114,7	—	—
	Totalen voor de Afdeling 96.....	114,7	—	0,0
<b>ORGANISATIE-AFDELING 97</b> Studietoelagen en -leningen				
Programma 0	Bestaansmiddelen.....	15,0	—	—
Programma 1	Toelagen en leningen.....	1 276,7	—	—
Fonds betaling studietoelagen (B)				
	— Saldo op 1 januari 1995.....	—	—	—
	— Ontvangsten lopend jaar.....	—	—	50,0
	— Beschikbaar voor 1995.....	—	—	50,0
	— Uitgaven lopend jaar.....	—	—	50,0
	— Saldo op 31 december 1995.....	—	—	—
Fonds betaling studieleningen (C)				
	— Saldo op 1 januari 1995.....	—	—	—
	— Ontvangsten lopend jaar.....	—	—	22,0
	— Beschikbaar voor 1995.....	—	—	22,0
	— Uitgaven lopend jaar.....	—	—	22,0
	— Saldo op 31 december 1995.....	—	—	—
	Totalen voor de Afdeling 97-niet gesplitste kredieten.....	1 291,7	—	72,0
	Algemeen totaal van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming.....	175 437,1	—	4 798,0

## Afzonderlijke sectie

(In miljoenen frank)

Artikel	Wijze van beschikking	Teksten	Saldo op 1 januari 1995	Ontvangsten van het jaar	Uitgaven van het jaar	Saldo op 31 december 1995
Uitgaven van de Franse Gemeenschap op inkomsten met speciale bestemming						
<b>HOOFDSTUK I</b> <i>Fondsen voornamelijk gestijfd door begrotingskredieten</i>						
60.53	A	Verrichtingen van het Begrotingsfonds voor de Schoolgebouwen van de Gemeenschap, gestijfd door de rekening geopend bij het Gemeentekrediet van België bij toepassing van artikel 5, § 3, van het decreet d.d. 5 februari 1990 met betrekking tot de schoolgebouwen (afzonderlijk beheer)...	850,0	1 785,0	1 785,0	850,0
60.54	A	Verrichtingen van het Fonds voor schoolgebouwen van het gesubsidieerd officieel onderwijs, gestijfd door de rekening geopend bij het Gemeentekrediet van België bij toepassing van artikel 8, § 4, van het decreet d.d. 5 februari 1990 met betrekking tot de schoolgebouwen (afzonderlijk beheer).....	1 550,0	680,0	680,0	1 550,0

(In miljoenen frank)

Artikel	Wijze van beschikking	Teksten	Saldo op 1 januari 1995	Ontvangsten van het jaar	Uitgaven van het jaar	Saldo op 31 december 1995
<b>HOOFDSTUK II</b>						
<i>Fondsen gestijfd door eigen ontvangsten</i>						
66.48	B	Fonds voor de scholing van de personen die in de landbouw werkzaam zijn en voor sociale en economische voorlichting (koninklijk besluit van 23 augustus 1974).....	-73,5	3,6	—	-69,9
66.49	B	Uitvoering van koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 houdende een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de non-profit sector. (Thesaurievoorschotten kunnen worden toegekend tot beloop van het totaal bedrag van de overeenkomsten die betrekking hebben op de sector en bedoeld zijn in artikel 9 van voormeld koninklijk besluit nr. 25).....	-85,1	10,0	21,4	-96,5
Totalen voor de afzonderlijke sectie.....			2 241,4	2 478,6	2 486,4	2 233,6

## Diensten met afzonderlijk beheer

Art. 70.02.C.— Samengevoegde begrotingen van de gemeenschapsdiensten met afzonderlijk beheer in het gemeenschapsonderwijs

In miljoenen  
franken  
2 015,4

1. Saldo op 1 januari	
2. Ontvangsten	
2.1. Lopende verrichtingen	4 756,6
2.2. Kapitaalverrichtingen	190,4
2.3. Verrichtingen voor order	171,2
3. Uitgaven	
3.1. Lopende verrichtingen	4 784,4
3.2. Kapitaalverrichtingen	310,9
3.3. Verrichtingen voor order	112,1
4. Saldo op 31 december (1) + (2) - (3)	1 926,2

Art. 70.04.C. - Samengevoegde begrotingen van de gemeenschapsdiensten met afzonderlijk beheer voor de PMS-centra van het gemeenschapsonderwijs

In miljoenen  
franken  
115,1

1. Saldo op 1 januari	
2. Ontvangsten	
2.1. Lopende verrichtingen	106,9
2.2. Kapitaalverrichtingen	0,1
2.3. Verrichtingen voor order	0,0
3. Uitgaven	
3.1. Lopende verrichtingen	101,1
3.2. Kapitaalverrichtingen	10,6
3.3. Verrichtingen voor order	0,0
4. Saldo op 31 december (1) + (2) - (3)	110,4

Art. 70.20.C.— Onderwijsinstellingen ressorterend onder het Ministerie van Onderwijs - Exploitatiefonds (Hoeve van "Faculté des Sciences agronomiques de Gembloux")

	In miljoenen franken
1. Saldo op 1 januari	12,7
2. Eigen ontvangsten in het jaar	8,5
3. Uitgaven	8,5
4. Saldo op 31 december (1) + (2) - (3)	12,7

TABEL IV. — Openbare schuld van de Franse Gemeenschap

(In miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastleggings-kredieten	Ordonnancerings-kredieten	
<b>ORGANISATIE-AFDELING 30. — Directe schuld</b>				
Programma 0 Administratieve Bestaansmiddelen.....	12,9	—	—	—
Programma 1 Dienst voor de directe schuld.....	6 513,5	—	—	—
Totalen voor de Organisatie-Afdeling 30.....	6 526,4	—	—	—
<b>ORGANISATIE-AFDELING 35</b>				
Schuld voortvloeiend uit de onroerende investeringen van de universitaire instellingen				
Programma 1 Dienst voor de indirecte schuld.....	2 608,9	—	—	—
Totalen voor de Organisatie-Afdeling 35.....	2 608,9	—	—	—
Totaal tabel IV.....	9 135,3			

TABEL V. — Dotatie aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie

(In miljoenen frank)

	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		Veranderlijke kredieten
		Vastleggings-kredieten	Ordonnancerings-kredieten	
<b>ORGANISATIE-AFDELING 11</b>				
Dotaties aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie				
Programma 1 Dotaties aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie.....	16 495,5	—	—	—
Totalen voor de Organisatie-Afdeling 11.....	16 495,5	—	—	—
Totaal tabel V.....	16 495,5	—	—	—